

GISCARD EN MINORITE ABSOLUE

● Plus de 50 % des électeurs se sont prononcés hier contre le chômage, l'inflation, la répression... *France-Soir, le Parisien, le Figaro* et autres fleurons de la « bonne presse » aligneront leurs sondages... Mais quel échantillon de l'I.F.O.P. ou de la S.O.F.R.E.S. pourrait être plus significatif que celui de 16 millions d'électeurs ? Et encore les élections ne sont-elles qu'un indice assourdi du mécontentement réel, de la somme d'injustices et d'humiliations remâchées.

Il n'est pas fortuit que ce résultat électoral coïncide avec un redécoupage des luttes dans les entreprises, les universités et les collèges. Il y a des mois que patronat et gouvernement en appellent au sens des sacrifices pour rejeter les revendications des travailleurs et leur faire porter le poids de la crise et de leur propre système.

Pourtant, la gauche victorieuse ne semble pas pressée de pousser vers la sortie la majorité défaite. Lors d'une récente interview à Europe 1, Mitterrand précisait : « Notre stratégie, c'est d'appliquer notre développement par rapport aux élections de 1978. La loi les a fixées ainsi, nous n'avons pas de raisons de demander qu'elles soient rapprochées ». Le P.C.F. n'est guère plus entreprenant : ce qu'il y a de commun dans le programme de Mitterrand et de Marchais, c'est donc d'abord le respect des règles parlementaires établies. Tout comme le Parti Communiste italien, ils limitent leurs ambitions à jouer le rôle de dernier recours, au cas où le système serait sérieusement menacé. D'où la rengaine : attendre 1978 pour être encore plus forts !

Comme si les revendications des travailleurs et des jeunes, la colère des viticulteurs et des minorités régionales pouvaient attendre. Fini le giscardisme fringant, finies les causeries au coin du feu avec la bouche en cul de poule qui pond des chiffres truqués. Giscard et sa majorité sont désormais en minorité absolue. C'est un bilan et un verdict d'où il ressort qu'ils doivent s'en aller.

Alain Krivine

DEHORS!

- Aujourd'hui grève à la RATP
- Début de la semaine d'action dans le secteur public
- Mercredi journée d'action dans la métallurgie

Les résultats du deuxième tour des élections cantonales confirment la poussée socialiste de dimanche dernier. La participation a été légèrement supérieure à celle du premier tour et semble avoir profité aux candidats de l'Union de la Gauche en ballottage favorable. Plusieurs conseils généraux basculent à gauche dont le Puy de Dôme, département de Giscard, les Ardennes, le Gers, et le territoire de Belfort. A Châtelleraut (Vienne), Edith Cresson est battue de 500 voix par Pierre Abelin, du fait d'un non report intégral des voix communistes.

APRES LES REBELLIONS DANS L'ARMÉE LIBANAISE

Voir page 2



● Entretien avec Léonid Pliouchtch

page 4

● Rassemblement des PS européens à Porto

page 2

● Facs en lutte une semaine décisive

page 8

Foyer Pauline Roland

LE GRAND RENFERMEMENT

On croirait du Zola; on croirait une remontée anachronique du XIX^{ème} siècle avec son exploitation sans merci et pour ceux qui ne produisent plus la longue mort de ses hospices. On croirait... mais on est à Pauline Roland, foyer neuf, bâtiment moderne construit sur le modèle architectural de la prison de Fleury-Mérgis. Depuis que la bourgeoisie a imposé sa domination et ses valeurs, qu'elle gouverne ses villes, a commencé le grand enfermement des déviants, malades, fous, vieux, pauvres, sans famille. Elle a étatisé la marginalité pour en faire un envers de l'ordre social, un abcès étranger coupable et toujours renouvelé. Marginales des marginales les femmes seules. Coupables d'avoir quitté un mari qui les battait, d'avoir fait un enfant « sans père », de n'avoir pas su retenir un ami qui les trouvait vieilles trop vite. Parquées par la charité publique en des asiles rebatisés foyers. Car la bourgeoisie, qui considère implicitement que toute femme est entretenue et pour cela gratifie les travailleuses de salaires d'appoint ou d'une mise en chômage préférentiel, n'a que ses hospices sordides à offrir.

voir page 9

leur printemps et le nôtre

Le printemps des flics et des juges est, cette année encore, en avance d'une semaine.

En France, l'hiver, on ne saisit pas; on n'expulse pas. La bourgeoisie, qui se pique de savoir-vivre, sait attendre le retour du soleil pour tondre les miséreux.

Sa bienveillance a cependant les limites que lui impose sa rapacité: il est interdit d'expulser l'hiver. Mais, pour la loi, l'hiver se termine le 15 mars...

Autour du dernier film de Bertrand Tavernier

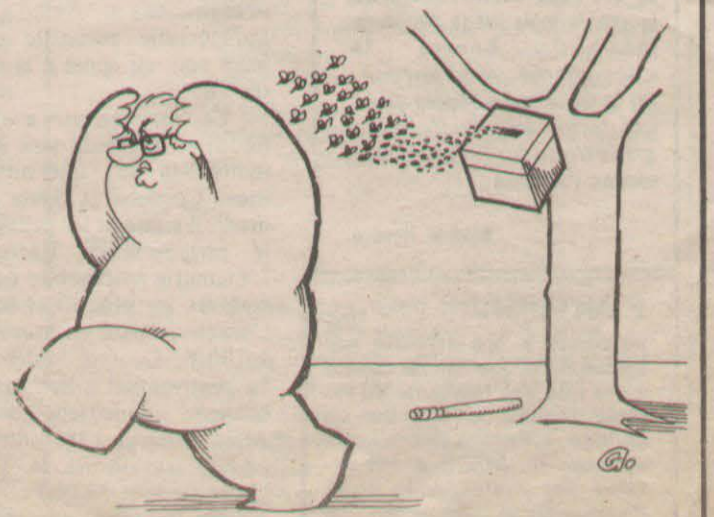
QUAND LE JUGE EST UN ASSASSIN...

1893: c'était l'époque où la bourgeoisie n'avait pas mauvaise conscience... même après la Commune; on savait que les « gens de bien » étaient les riches et la « canaille » les pauvres. Les possédants possédaient, ceux qui n'avaient rien trimaient dans ces « bagnes » qu'évoquent les « Mémoires d'un militant ouvrier du Creusot (1841-1905) », parues récemment aux éditions Maspéro. Quand on parlait de l'ordre, on entendait tout naturellement ordre de l'argent. C'était le temps de l'affaire Dreyfus et, en cette période, il n'était pas question de dire du mal ni des curés, ni des militaires — il est vrai que ça n'a pas tellement changé. Le racisme pouvait encore fleurir à visage découvert: sur les murs s'étaient d'énormes affiches: « Lisez La croix, le journal le plus anti-juif de France ».

1893: c'est l'époque à laquelle se déroule le dernier film de Bertrand Tavernier: « Le juge et l'assassin ». Il met en scène — à partir d'un fait divers réel — un juge de province chargé d'obtenir les aveux d'un tueur de bergères. Le premier se persuadera que le second n'est pas fou, dans le seul but d'obtenir sa tête. Il deviendra en somme, à son tour, un assassin, mais légal celui-là. C'est dire que le film de Tavernier, posant le problème des rapports entre la justice et la folie, dépasse la chronique historique. A l'heure de l'affaire de Troyes, à l'heure où la justice belge veut faire passer pour fou un militant politique, il devient très actuel. Bertrand Tavernier a accepté de nous en parler longuement.

Voir pages 10-11

QUI S'Y FROTTE S'Y PIQUE
QUELQUEFOIS



« Socialisme méditerranéen » et « Socialisme atlantique »

C'est dans l'après-midi d'hier seulement que François Mitterrand est arrivé à Porto pour assister à l'ultime réunion des dirigeants de l'Internationale Socialiste. Les grandes vedettes de Porto avaient nom Olaf Palme, Bruno Kreisky, Willy Brandt, Felipe Gonzalez. Au début de l'année, lors de la précédente réunion de l'Internationale Socialiste à Elsenour, Mario Soares avait quitté prématurément la séance, pour ne pas prendre parti dans la querelle engagée entre Mitterrand et Schmidt sur les alliances de gouvernement avec les P.C. occidentaux.

Depuis, des voix d'outre-Atlantique sont venues conforter la position d'Helmut Schmidt. Et après les déclarations tonitruantes de Kissinger et de Haig, c'est Gerald Ford, samedi, dans l'Illinois, qui a mis en garde sans ambage la France et l'Italie contre le danger que représenterait pour l'Alliance Atlantique une participation des P.C. au gouvernement dans ces deux pays. Mario Soares, prétextant d'un agenda trop chargé, n'avait pas participé fin janvier à la réunion à Paris des socialistes de l'Europe du Sud en quête d'un « socialisme méditerranéen ».

Depuis, l'équivoque est levée. C'est en rejetant a priori toute possibilité d'alliance avec le parti d'Alvaro Cunhal que Mario Soares entame la campagne électorale. Alors que les résultats même des cantonales montrent qu'en France le P.S., pour être victorieux, est contraint de proroger ses alliances, il y a une solitude certaine des choix du P.S. français dans le chœur de la social-démocratie européenne.

Car, au début de la semaine dernière, l'encerclement s'est prolongé jusqu'à Madrid. Confirmant dans une conférence de presse les propos qu'il avait tenus à Vienne avec Mario Soares, le dirigeant du P.S.O.E., Felipe Gonzalez, s'est montré hostile à toute alliance avec le P.C.E. et a fermement refusé « le socialisme méditerranéen, qui n'est qu'une forme habile de faire passer des fronts populaires ». Les choix du P.S. portugais et du P.S.O.E. ne sont pas définitifs, sans doute. Mais, pour les mois qui viennent, c'est sur l'autre rive de l'Atlantique que Mario Soares et Felipe Gonzalez ont planté les premiers pitons pour s'amarrer et résister à la vague qui enfle et qui peut déferler dans les prochains mois sur la péninsule ibérique. Contre le « socialisme méditerranéen », ils ont pour l'heure choisi une forme de « socialisme atlantique ». Atlantique comme l'Alliance...

Michel Rovère

PORTUGAL

Une personne a été atteinte par balles dans une rue du centre alors que des militants du PC s'apprêtaient à y faire un collage. Par ailleurs, un membre du MRPP a été atteint par balles à la suite d'une autre bagarre. Le MRPP accuse le PCP d'être responsable de cette agression.

PORTUGAL

La réunion des PS européens

MARIO SOARES : PAS D'EAU DANS LE PORTO

W. Brandt au meeting du P.S. : « Nous sommes à vos côtés, vous ne serez plus jamais seuls ! »

Si les travaux de la réunion des responsables de l'Internationale socialiste se sont poursuivis hier à huis-clos à Povoá do Alzím près de Porto, c'est le meeting au Palais de cristal de Porto qui a sans conteste constitué le point fort de cette rencontre internationale. Pétards, feux de bengales, banderoles et drapeaux, tout avait un petit air connu de convention électorale américaine. Mario Soares n'avait même pas oublié les majorettes... De fait ce meeting a marqué le lancement de la campagne électorale du PS portugais. Les slogans les plus repris, ou qui pavaisaient tant les murs du Palais de cristal que toutes les rues de Porto, « l'Europe est avec nous », « Porto capitale de l'Europe socialiste » montrent l'usage électoral qu'a fait le PS portugais de cette rencontre.

La tribune était prestigieuse, qui groupait quatre chefs de gouvernements, le Suédois Olaf Palme, l'Autrichien Bruno Kreisky, le Hollandais Joop Den Uyl, le Norvégien Ovrar Nordli, ainsi que les principaux leaders des partis socialistes dans l'opposition, l'Italien De Martino ou l'Espagnol Felipe Gonzalez.

Ainsi le Parti socialiste portugais, en affichant ses soutiens internationaux, renforce son image de marque et la crédibilité de son projet de constitution d'un gouvernement socialiste homogène. 4 chefs de gouvernement, c'est un argument électoral de poids alors que la question du soutien de l'économie portugaise et des négociations sur les relations Portugal-CEE est déterminante pour l'avenir de l'équipe qui se retrouvera « aux affaires » après les élections. Ce fut le sens de l'intervention de Willy Brandt.

Le dirigeant du Comité de solidarité avec le Portugal et principal organisateur de ce sommet devait proclamer à la tribune le soutien de

l'Europe socialiste au peuple portugais et au PS. « Nous sommes à vos côtés, vous n'êtes plus seuls et vous ne le serez jamais plus ! » En accentuant l'aspect polémique de son intervention, Mario Soares a montré qu'il n'était pas disposé à mettre de l'eau dans son Porto, ni d'ailleurs à trinquer avec les « forces qui veulent nous écarter de la gauche, ni avec le Parti communiste qui n'est pas démocratique ». Si la volonté du PS d'assumer seul le pouvoir ne pouvait surprendre, les attaques acerbes lancées contre le PPD n'ont pas manqué d'indisposer certains des invités qui entretiennent des relations suivies avec ce parti, et que Sa Carneiro était allé consulter lors de sa tournée internationale.

Alors qu'Emidio Guerreira, dirigeant dissident du PPD siégeait à la tribune. C'est à une véritable attaque en règle de Sa Carneiro que s'est livré Mario Soares : Sa Carneiro ne serait qu'un « mal aimé » qui « dit qu'il aime la social démocratie, mais la social démocratie européenne ne lui accorde aucune importance ». M. Soares devait également déplorer l'absence du chef de l'Etat, l'amiral Pinheiro de Azevedo qui avait renoncé sous les pressions du PPD, à présider hier un déjeuner avec les hôtes étrangers du PS portugais. Le PPD a débuté sa campagne électorale en tentant de « marquer » au maximum le PS pour son caractère « marxiste ». On comprend alors que le PPD n'ait pas du tout apprécié la réplique qu'a donnée ce week-end à Porto le PS à la tournée internationale de Sa Carneiro, fin février. C'est ainsi qu'il a convoqué en 48 h une manifestation nationale de protestation contre la rencontre socialiste. Mais cette initiative n'a rassemblé que quelques milliers de militants, samedi en fin d'après-midi, sur la place Humberto Delgado.

ARGENTINE

MOUVEMENT DE GREVE GENERALE

La grève est quasi générale dans l'ensemble de la ceinture industrielle de Buenos Aires et dans certains grands centres intérieurs.

Ce mouvement de grève générale s'est développé contre le plan économique gouvernemental alors que le ministre du Travail, Miguel Unanue et les directions nationales des syndicats et des « 62 organisations », c'est à dire la bureaucratie péroniste ont lancé jeudi soir un appel à la reprise du travail.

Le mouvement avait débuté mardi et mercredi dans les centres industriels de l'intérieur, notamment Córdoba et Santa Fe. Vendredi, il a atteint les petites villes de la périphérie de Buenos Aires. L'industrie automobile est l'un des secteurs les plus touchés. Ford et Chrysler étaient en grève vendredi à 100 %, Général Motors à 50 %. Le mouvement à San Martín, une banlieue industrielle de Buenos Aires touchait 1350 entreprises et 30 000 travailleurs. A Vicente Lopez ce sont 32 000 ouvriers qui paralysaient 700 entreprises. Les proportions sont identiques pour toutes les banlieues industrielles de Buenos Aires.

En province, par ailleurs, les métallurgistes de Santa Fe, important centre industriel, se sont mis en grève vendredi matin pour 36 heures. A Rosario, près de Santa Fe, ce sont les électriciens et les employés de banque qui ont fait grève. A Mendoza, à 1100 Km à l'Ouest de Buenos Aires, l'assemblée plénière de la CGT s'est mise en état d'alerte vendredi.

Córdoba, à 780 Km au nord ouest de la capitale, où la protestation a pris naissance était paradoxalement le seul grand centre industriel à connaître une activité normale, après les arrêts de travail qui l'ont affecté au début de la semaine. Ce retour à la normale peut s'expliquer par des accords particuliers passés entre les travailleurs des entreprises locales et leurs patrons.

Des affrontements se sont produits vendredi soir à Buenos Aires entre policiers et manifestants ouvriers. Des groupes de travailleurs qui protestaient contre le programme économique gouvernemental se dirigeaient vers le siège central de la CGT quand ils ont été interceptés par les forces de police dans le centre ville. (AFP)

LIBAN

après les rebellions dans l'armée

LA SYRIE TENTE DE RETABLIR LA SITUATION

A la suite de la décision du commandant de la région militaire de Beyrouth, le général Aziz Al Ahdab, de se proclamer « gouverneur militaire général », la situation évolue rapidement au Liban. La chambre vient de demander au président Frangié de démissionner. Seuls les chrétiens conservateurs (Parti national libéral de C. Chamoun, Phalanges de P. Gemayel) ont refusé de signer cette pétition.

L'ensemble des organisations réformistes s'y est rallié. Parallèlement le gouverneur général a fait appel à l'armée pour « prendre les armes contre ceux qui ont voulu l'humilier et ont voulu faire de la patrie une multitude de petites états, ont provoqué la mort de milliers de martyrs ».

Ce durcissement de ton s'imposait. Alors que l'Armée de libération palestinienne (armée régulière palestinienne, encadrée par les syriens) démantelait les barricades de la gauche, alors que le calme revenait, depuis une semaine un fort mouvement de rébellion se développe au sein de l'armée (avec la création de l'armée du Liban arabe). Les casernes tombent les unes après les autres dans toutes les régions du pays. Ce

mouvement est le contre-coup de la crise qui vient de secouer toute la société libanaise.

L'Armée du Liban arabe décidait de « s'opposer aux pénétrations quotidiennes des troupes sionistes et de rejoindre la résistance dans sa lutte contre Israël ». Les places fortes du Sud l'ont rejointe.

Ce mouvement risquait de modifier les rapports de force et de provoquer une reprise de la guerre civile en remobilisant les masses musulmanes. La Syrie ne pouvait le tolérer.

Elle mène donc une double action :

- elle menace d'envoyer l'A.L.P. contre les casernes en rébellion ;
- elle propulse le général Ahdab pour qu'il reprenne le contrôle de l'armée.

La nouvelle situation devrait amener la formation d'un gouvernement qui développerait un programme social réformiste, pour désamorcer le mouvement de masses.

En rétablissant ainsi la situation, la Syrie continue à être un interlocuteur valable pour les Etats-Unis dans le cadre de l'arrangement global au Moyen-Orient.

R. Brestar

STRASBOURG :

Plus de 10 000 personnes ont manifesté samedi à Strasbourg pour protester contre les mesures répressives contre la gauche en RFA. Il y avait surtout des allemands, mais aussi des belges, des hollandais et des français. Ils se sont rassemblés devant le siège du Conseil de l'Europe et de la Cour européenne des droits de l'homme, à l'appel de l'Association antifasciste internationale. Les Berufsverbote (interdiction d'exercer un métier) sont aujourd'hui essentiellement dirigés contre les fonctionnaires de gauche et d'extrême-gauche, mais ils constituent une menace contre l'ensemble de la classe ouvrière allemande.

LE GOUVERNEMENT MORO AVORTERA-T-IL AVANT TERME ?

Le débat sur l'avortement menace d'abréger la courte vie du nouveau gouvernement d'Aldo Moro. La révision de la loi fasciste sur l'avortement, encore en vigueur en Italie, avait entraîné à la fin de 1975 une vive opposition entre les partis « laïcs » (PS, PC) et la Démocratie-chrétienne. Afin d'éviter un référendum certains dirigeants de la DC avaient laissé entendre, à cette époque, qu'ils pourraient envisager un « compromis » sur cette question.

Or, les députés et sénateurs démocrates-chrétiens viennent d'annoncer qu'ils s'opposeraient à toute libéralisation de l'avortement qu'ils considèrent comme un « délit ». L'approche du congrès national de la DC (qui se tiendra du 18 au 23 mars) n'est sûrement pas étrangère à cette prise de position. La direction du Parti Démocrate-chrétien ne tient certes pas à ce qu'une forte polarisation se fasse jour sur cette question, alors qu'elle a besoin d'un parti unifié pour faire face aux tâches gouvernementales qui l'attendent ; de plus, les pressions de l'église se sont faites plus insistantes ces dernières semaines et l'appui du bon dieu pourrait bien être l'ultime recours du gouvernement !

Un référendum sur l'avortement

risquerait cependant d'être un échec cuisant pour le parti bourgeois italien qui se souvient certainement que l'échec subi lors du référendum sur le divorce au printemps 1975 avait été le signe annonciateur de la victoire des communistes aux élections du 15 juin ! C'est un élément non négligeable qui laisse envisager la possibilité d'une dissolution des Chambres et d'élections anticipées. Ceci aurait l'avantage supplémentaire de repousser les élections municipales de Rome qui vont très certainement livrer la clé de la ville sainte aux communistes.

UN SHEIK DE 2 MILLIARDS POUR ARAMCO

Les négociations qui se déroulaient depuis le 8 mars à Panama-City en Floride, entre le ministre saoudien de l'énergie et les représentants des compagnies américaines membres de l'Aramco (Exxon, Texaco, Mobil et Socal) ont abouti à un accord, au terme duquel le plus grand consortium pétrolier mondial passerait sous le contrôle de l'Arabie Saoudite, avec effet rétroactif à compter du premier janvier 1976.

Une nouvelle page de l'histoire de l'impérialisme américain vient donc d'être tournée. Pour faire face à leurs énormes besoins énergétiques, les Etats-Unis (qui dépendent encore à 40 % des importations étrangères pour leur consommation de pétrole) s'étaient efforcés depuis le début du siècle de prendre le contrôle de l'ensemble des ressources énergétiques disponibles. Pour les besoins de cette politique, le gouvernement américain n'avait pas hésité, en 1953, à provoquer la chute du Premier ministre iranien, Mohamed Mossadegh, lorsque celui-ci s'était avisé de nationaliser la Anglo-iranian oil company qui disposait alors du monopole des ressources pétrolières iraniennes.

Il aura donc fallu la « crise du pétrole », avec les bouleversements politiques et économiques qui en ont découlé, pour assister à un renversement complet des rôles et voir la principale puissance impérialiste mondiale, dessaisie d'une entreprise vitale pour son économie.

J. T.

liban

Dix mois de guerre civile

BRISER LA RESISTANCE PALESTINIENNE

Le Liban aujourd'hui : Beyrouth, l'ancienne ville européenne au centre du monde arabe, en ruine, les hôtels prestigieux éventrés, c'est le premier choc en survolant la ville vers l'aéroport.

Puis les rues grouillantes de monde dans les quartiers pauvres de la périphérie, les militants en treillis, sans armes, les colonnes de l'Armée de la libération palestinienne qui viennent de démanteler les barricades du camp islamo-progressiste.

Et les discussions avec les militants désabusés après dix mois de guerre civile.

C'est de cela que nous désirons rendre compte dans le reportage que nous publierons au long de cette semaine.

Dix mois d'affrontement, 15 000 morts, des destructions évaluées à dix milliards de dollars, le quart de la population réfugié à l'extérieur du pays, tels sont, parmi d'autres, quelques chiffres qui montrent l'ampleur de la guerre civile.

On a beaucoup parlé de ce conflit ; guerre confessionnelle, guerre de classe, ces deux éléments étaient partiellement présents. L'aspect irrationnel des massacres et atrocités commis, l'opposition des masses musulmanes à la bourgeoisie chrétienne maronite représentent une réalité de la situation.

Néanmoins les déterminations réelles du conflit ne sauraient être celles-là. L'armement massif reçu par les deux camps, la présence de la résistance palestinienne armée au Liban, la situation générale au Moyen-Orient jettent un autre éclairage sur les événements en cours.

une situation qui semble se stabiliser

1975 restera pour les commentateurs, accrochés aux déplacements du sieur Kissinger, l'année de la signature de l'accord de désengagement dans le Sinaï, premier pas important vers la paix (comprenez : paix américaine) dans la région. L'impérialisme se retire d'Indochine mais réapparaît en force en Egypte et se propose de régler seul le conflit israélo-arabe.

Mais pour se tailler ce petit succès, il lui faudrait éliminer quelques obstacles. Israël refuse de négocier avec la Résistance palestinienne, les Etats-Unis ne font guère confiance à l'OLP et à la Syrie pour qu'elles contrôlent la situation dans le cadre du mini-Etat palestinien qu'elles réclament. Alors pourquoi ne pas affaiblir la Résistance, pourquoi ne pas choisir Hussein de Jordanie, le boucher des Fedayins en septembre 1970 pour représenter le peuple palestinien à la table de négociations ?

frapper la Résistance au Liban

La Résistance est implantée au Liban. C'est là qu'il faut la frapper. L'entreprise des Phalanges sera parfaitement claire dans ce sens. Le premier massacre en avril 1975 prendra pour cible un car transportant femmes et enfants revenant d'un meeting du Front du refus.

Malheureusement pour nos stratèges éclairés, l'Etat libanais est trop faible pour s'imposer comme pseudo-arbitre entre les combattants et régler le conflit au profit de la réaction. Alors la barbarie se déchaîne, il y a peu de prisonniers ; offensive, contre-offensive, cessez-le-feu, le temps de se réarmer et de se réorganiser. Et de septembre à janvier, des affrontements ininterrompus.

un nouvel arrangement

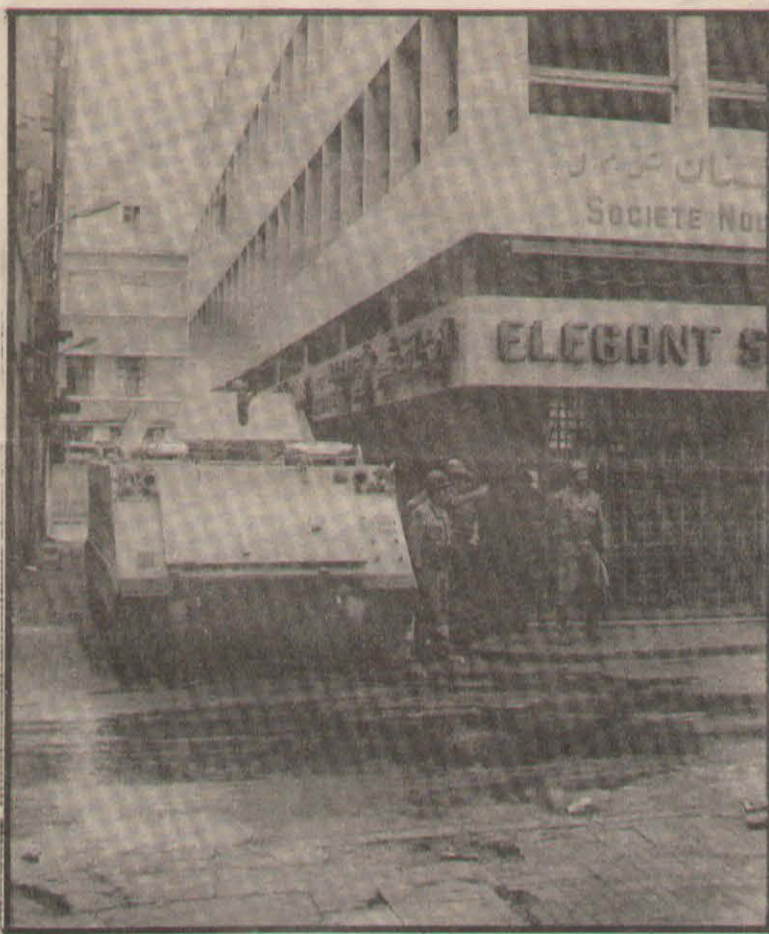
La durée de la guerre civile, au lieu de profiter à l'impérialisme, finit par le desservir. LE FRAGILE équilibre conçu par Washington risquait de se rompre avec la mobilisation croissante des masses arabes vis-à-vis du camp islamo-progressiste et de la résistance.

La Syrie avait alors assez d'atout pour peser dans la balance et devenir l'interlocuteur qui pouvait stabiliser la situation. La guerre civile a ainsi une double conséquence :

- La résistance palestinienne va être contrôlée au Liban par l'Armée de libération palestinienne, encadrée par des officiers syriens. C'est ce que voulaient les forces réactionnaires.

- Mais la guerre civile entraîne un affaiblissement encore plus grand du pouvoir alors qu'elle devait permettre d'instaurer un Etat fort.

Ben Khaled
R. Brestar



Un message de Rohan Wijeweera

« PAR-DELA LES MURS DE NOTRE PRISON NOUS SALUONS LE QUOTIDIEN ROUGE »

Rohan Wijeweera nous a fait parvenir, du fond de sa prison de Sri Lanka (Ceylan) ce salut pour le quotidien Rouge. Wijeweera, leader du JVP, avait dirigé, en 1971, le mouvement de masse insurrectionnel qui fut écrasé dans le sang par le gouvernement de Mme Bandaranaike, avec les armes envoyées par la bureaucratie chinoise. Wijeweera commencera une réflexion politique critique en prison et rompra avec le maoïsme. Malgré la répression dont il est l'objet, malgré son isolement, Wijeweera a continué à suivre avec un intérêt passionné les progrès de la lutte révolutionnaire dans le monde. Le maigre tribut que nous pourrions payer à son courage sera de faire du quotidien Rouge un instrument permanent de lutte pour sa libération et celle de ses camarades.

New Magazine Prison
Colombo 9 — Sri Lanka
le 21 janvier 76

Chers camarades, nous avons reçu dans notre prison des exemplaires de votre journal « Rouge hebdomadaire » et nous avons vu que vous avez l'intention de publier Rouge quotidien sous peu. La répression déclenchée par le régime bonapartiste de Sri Lanka contre notre mouvement, répression qui atteint son sommet en 1971 et continue à se développer, nous a empêché de participer à votre souscription pour le quotidien Rouge. La réussite de la publication de votre quotidien représente un pas en avant sur la voie de la révolution socialiste mondiale. Bien que nous ne soyons pas en position de vous aider matériellement, nous vous envoyons, au nom des bolchéviques modernes de Sri Lanka, par delà les murs de notre prison, nos saluts les plus fraternels et nos vœux de succès pour Rouge quotidien.

Pour la victoire de la révolution mondiale !

Vive le marxisme léninisme !

Vive l'internationalisme prolétarien !

Rohan Wijeweera
Lionel Bopege

aux quatre coins du monde

L'ONU ET LES TRANS NATIONALES « ON DECIDERA EN 78 ! »

● Comme l'on pouvait s'y attendre, la commission de l'ONU sur les « sociétés transnationales » a clos ses délibérations sans adopter de ligne de conduite commune vis-à-vis de ces entreprises. Aux termes de l'accord adopté vendredi à Lima, il apparaît que, faute d'avoir pu surmonter les divergences qui opposaient délégués des pays industrialisés et représentants du « groupe des 77 » (les pays du Tiers-monde), la commission a préféré renvoyer l'étude approfondie du fonctionnement et du rôle des « multinationales » aux calendes grecques. Plus exactement, en 1978, date de la prochaine réunion de la commission.

LE KENTUCKY CENT ANS APRES

● La chambre des représentants du Kentucky a ratifié vendredi, avec cent ans de retard, trois amendements à la constitution des Etats-Unis.

Les treizième, quatorzième et quinzième amendements qui devront maintenant être ratifiés par le Sénat de cet Etat sont ceux qui abolissent l'esclavage, garantissent une égale protection des citoyens devant la loi et leur assurent à tous le droit de vote. Mieux vaut tard que jamais !

AFP

LES « POTS DE VIN » D'ITT

● La société « International téléphon and telegraph » a versé 3, — millions de dollars de « pots de vin » dans quatre vingt pays ces cinq dernières années, selon un rapport de la firme, transmis vendredi à ses actionnaires. Le rapport ne précise pas à combien se sont les montées les subventions offertes à Pinochet et à ses sbires pour abattre le gouvernement Allende.

Trois autres grandes sociétés américaines ont révélé le même jour avoir versé des « pots de vin » à l'étranger pour promouvoir leurs ventes. « General fitter an rubber » aurait versé un million de dollars aux dans les pays arabes (dont le Maroc) et dans les pays de l'Est (dont la Roumanie), tandis que Westinghouse electric » et « Universal oil products » auraient toutes deux versé des commissions de 300 000 dollars. Une bagatelle !

MANIFESTATION A BRUXELLES

● Quarante à cinquante mille travailleurs belges ont manifesté samedi au centre de Bruxelles pour exprimer leur mécontentement devant la montée du chômage en Belgique qui atteint plus de 8 % de la population active.

Les dirigeants de la Fédération générale des travailleurs belges (FGTB) réclament la pré-pension à la carte, la réduction du temps de travail hebdomadaire à 35 heures et la suppression des heures supplémentaires afin de pouvoir donner du travail à tout le monde.

AFP

RHODESIE

Alors que l'ONU s'apprête à légitimer le blocus LA LUTTE ARMEE SE DEVELOPPE DANS LE PAYS

Joaquim Chisano, ministre des Affaires étrangères du Mozambique s'est rendu à New-York où



il assistera mardi à une réunion extraordinaire du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les problèmes de l'application par son pays des sanctions de l'ONU contre la Rhodesie.

Mesures de rétorsion économique qui avaient été décidées par l'ONU en 1965, lors de la proclamation unilatérale d'indépendance par les colons blancs. Il semble qu'au cours de cette réunion les mesures prises par le Mozambique (fermeture des frontières et nationalisation des avoirs rhodésiens) recevront une légitimation internationale. « L'éventualité d'une intervention des forces mozambicaines en Rhodesie dépendra de la façon

dont agira le premier ministre Ian Smith » a déclaré Chisano. De fait, l'intransigeance de la communauté blanche détériore rapidement la situation. A tel point que le président Zambien, Kenneth Kaunda, qui avait tout mis en œuvre pour faire composer les nationalistes africains de l'ANC (Conseil National Africain) s'en est inquiété. Il a lancé une sévère mise en garde aux blancs de Rhodesie affirmant qu'il n'y aura pas d'avenir pour eux dans le pays « si la règle de la majorité doit être obtenue par la lutte armée, ce qui paraît inévitable ». Une lutte armée qui se développe : les zones de guérilla dans le pays ont presque doublé depuis le début de l'année,

obligeant le gouvernement Smith à augmenter de 60 % les forces affectées à la défense. Une lutte armée qui bénéficie du soutien politique et logistique du Mozambique et de manière moindre de la Zambie, contrainte de plus en plus d'accorder la place qui lui revient à la fraction Muzorewa/Sithole de l'ANC au détriment de la fraction droitiste de Nkhomo, partisane d'un compromis avec Smith (elle mène actuellement les discussions bilatérales avec lui). En outre, à la différence de l'Angola, cette lutte armée pourrait bénéficier d'un soutien militaire tant de la part de l'URSS et des pays de l'Est que de la Chine.

Jean-Luc Bourret

entretien avec léonid pliouchtch

TOUT UN PEUPLE PEUT-IL ETRE TRAITRE?

Traître à qui ? Au peuple russe ?

Léonid Pliouchtch vient de quitter Paris pour plusieurs semaines. Il effectue une tournée de meetings et de contacts qui doit le mener en Angleterre, aux Etats Unis et au Canada. Dans ce dernier pays, il doit notamment rencontrer les organisations de la communauté ukrainienne et particulièrement celles qui se réclament du socialisme auxquelles il porte, comme il l'avait déclaré le jour de

sa libération, un intérêt tout particulier. Avant de partir, Léonid Pliouchtch a reçu longuement et fraternellement une délégation de la LCR, puis a bien voulu répondre aux questions de « Rouge ». Nous publions ci-dessous quelques extraits significatifs de cet entretien. Son intégralité paraîtra dans « Inprécor », le journal d'information du Secrétariat unifié de la Quatrième Internationale.

Question : Que pensez-vous des réactions de la bureaucratie soviétique suite à votre libération, réactions qui se sont manifestées, bien que sous forme d'allusions, dans les discours de certains orateurs lors du XXV^e congrès ?

Pliouchtch : Je ne sais presque rien de ces réactions, mais on peut prévoir ce qu'ils ont dit et diront : Pliouchtch est un schizophrène, vendu à la CIA, aux sionistes, aux fascistes russes et ukrainiens.

Que faut-il faire, selon vous, pour la libération des prisonniers politiques en Union soviétique et dans les autres pays d'Europe orientale ? Quels mots d'ordre ? Quelles formes organisationnelles faut-il mettre en avant ?

L'opinion publique occidentale peut faire énormément pour la libération des prisonniers politiques, si elle développe une campagne massive et systématique. Mais pour cela, la lutte pour la libération des prisonniers politiques doit être menée à partir de positions morales. Cela aidera à réunir dans cette lutte des gens aux convictions les plus diverses et à dépasser les querelles entre organisations. L'opinion publique occidentale comprend que la répression contre les dissidents en URSS et au Chili est une menace potentielle pour la liberté d'opinion dans tous les pays.

Un grand nombre de paragraphes de la Déclaration générale des droits de l'homme peuvent servir de mots d'ordre. A ceux-ci, il convient d'ajouter les mots d'ordre suivants :

a. La Déclaration générale des droits de l'homme doit avoir valeur

de loi pour tous les pays membres de l'ONU.

b. Il faut libérer les prisonniers politiques de tous les pays.

En ce qui concerne les terroristes et les saboteurs, exiger leur libération est juridiquement contradictoire : une telle exigence revient à demander aux gouvernements de se retirer. Mais il est possible et nécessaire de lutter contre les traitements inhumains réservés aux terroristes et aux saboteurs et contre l'application de la peine de mort contre qui que ce soit. Aujourd'hui, s'il existe un grand nombre d'organisations qui luttent contre les persécutions dont font l'objet les dissidents, seule Amnesty internationale lutte pour l'amnistie des prisonniers politiques dans tous les pays. Mais Amnesty internationale le fait à partir de positions morales et juridiques; il faut une organisation internationale qui lutte pour la démocratisation de tous les pays, pour la réalisation concrète des droits de l'homme aux libertés politiques, religieuses, économiques et nationales. Lors du meeting du 6 et 7 mars à la Mutualité, la proposition a été faite de créer une telle organisation. Cette proposition a été soutenue par les milliers de personnes qui assistaient à ce meeting. Il faut développer une large campagne internationale pour la création d'une telle organisation.

Quels sont les principaux courants de l'opposition en Union soviétique ? Existe-t-il des courants marxistes ? Quelles en sont les caractéristiques ? Que pensez-vous des positions de Roy Medvedev ?

La principale division de l'opposition en Union soviétique est celle qui existe entre le mouvement démocratique et le mouvement anti-démocratique. Les chauvins de tout poil (jusques et y compris les fascistes) et certains courants chrétiens d'extrême-droite constituent les mouvements anti-démocratiques. Mais il faut noter à ce sujet qu'en nombre, ces groupes ne constituent qu'une toute petite fraction de l'opposition.

En ce qui concerne le mouvement démocratique, il comprend les démocrates, qui se battent uniquement pour le respect des lois soviétiques sur les libertés individuelles, les courants religieux, qui revendiquent la liberté de conscience, les courants patriotiques des différentes nations, les néo-marxistes, les courants socialistes qui sont encore peu nombreux. Il faut souligner le caractère beaucoup trop général et conventionnel de ces appellations.

Les néo-marxistes s'efforcent d'analyser les causes de la défaite de la révolution d'Octobre et des autres révolutions socialistes, d'analyser les changements survenus dans le monde depuis la mort de Lénine et d'élaborer un nouveau programme d'action pour les marxistes en URSS. Toutefois, dans le Samizdat, je n'ai lu aucun document programmatique marxiste sérieux. Lorsque j'étais en URSS, je

considérais, sur la base de ce que j'avais pu lire, que les frères Medvedev étaient des kroutcheviens honnêtes et conséquents, c'est-à-dire qu'ils restaient figés sur les positions des XX^e et XXI^e congrès du PCUS. Je n'ai pas encore lu leurs œuvres récentes, aussi je ne connais pas l'évolution de leurs positions.

Pensez-vous que l'on puisse parler de crise de l'opposition et, si oui, quelles en sont les raisons ?

Il existe effectivement certains indices d'une crise de l'opposition. J'y vois deux raisons : premièrement, la répression très dure de l'opposition par le KGB, répression qui a commencé en 1968 et qui s'est particulièrement renforcée en 1972. Aujourd'hui, la résistance ukrainienne est, de fait, écrasée (mais je ne pense pas que cela soit pour longtemps). La deuxième raison est la coupure qui existe entre certains courants et les ouvriers et paysans. Toutefois, je pense que cette situation changera et s'améliorera à relativement brève échéance.

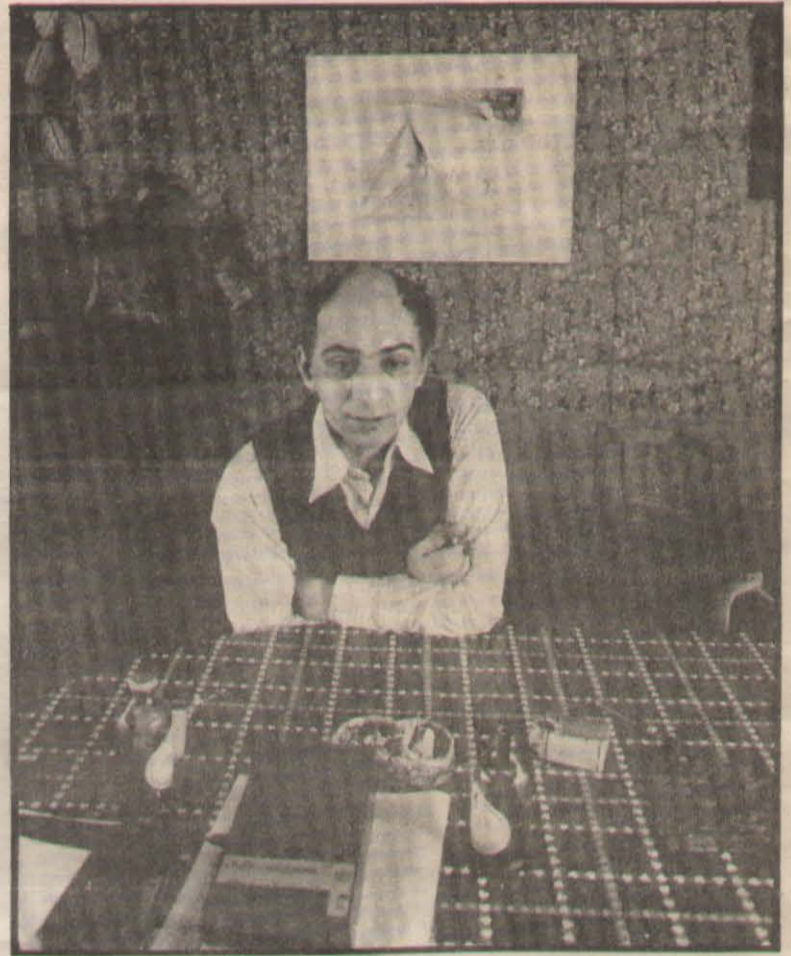
Quelle a été et quelle est aujourd'hui l'attitude de l'opposition démocratique par rapport à la classe ouvrière ? Peut-on parler d'une coupure entre l'opposition et la classe ouvrière ? Quelles sont, à votre avis, les perspectives de l'opposition ?

Dans son ensemble, l'opposition démocratique est consciente de la nécessité d'améliorer la situation matérielle des ouvriers et des paysans et de supprimer les privilèges de la bureaucratie. Mais, dans le Samizdat démocratique, l'accent principal est mis, d'une façon qui n'est pas justifiée proportionnellement, sur les revendications concernant le respect de la légalité et sur les libertés individuelles. C'est une limite essentielle du mouvement, bien qu'il soit tout à fait correct de penser que la démocratisation du pays est la tâche principale.

La majorité des démocrates, à l'exception des néo-marxistes, tournent en dérision la foi dans le rôle messianique de la classe ouvrière. Il est toujours difficile de parler des perspectives, et encore plus de juger de l'avenir de tel ou tel courant politique. Je n'ai pas envie de m'occuper de remplir le rôle ingrat de prophète. Que ceux à qui cela plaît s'en occupent.

Le socialisme, c'est aussi la libération de la femme. Peut-on parler de libération de la femme en URSS ? Peut-on parler de formes spécifiques d'oppression de la femme ?

En ce qui concerne les traits spécifiques de l'exploitation de la femme en URSS, il y a un article absolument remarquable d'un patriote ukrainien Evgenii Sverstiouk : « Pour la fête de la femme » (actuellement, E. Sverstiouk se



trouve dans un camp en Moravie). Je peux brièvement exposer son opinion à ce sujet.

Au travail, la femme est l'égale de l'homme. Elle reçoit un salaire égal à celui de l'homme et a toutes les possibilités de promotion dans son travail. Mais, parmi les bureaucrates importants, ce sont les hommes qui prédominent. Malheureusement, l'égalité dans le travail a un côté inverse. Les femmes sont employées également pour les durs travaux physiques.

Les problèmes quotidiens, les enfants prennent à la femme presque tout son temps libre; l'égalité formelle par rapport aux possibilités de formation spirituelle se révèle, en pratique, une inégalité. Aussi, les femmes sont, de ce point de vue, défavorisées.

On a l'impression que la question nationale est, aujourd'hui, l'une des contradictions principales de la société bureaucratique. Qu'en pensez-vous ? Quelles en sont les raisons ? Quelles perspectives voyez-vous ? Quel est le lien, à votre avis, entre la question nationale et la lutte contre la bureaucratie ?

La question nationale est un des problèmes les plus complexes en URSS. Il faut distinguer l'oppression spirituelle et l'oppression matérielle des nationalités.

Sur le plan spirituel, on peut dire que le gouvernement soviétique poursuit consciemment et inconsciemment la politique du tsarisme. La russification de la culture, la falsification de l'histoire de tous les peuples (y compris celle du peuple russe) sont des aspects de cette politique. Derrière l'internationalisme des phrases se cache le chauvinisme de grande puissance russe. Une des manifestations les plus répugnantes de ce chauvinisme est l'antisémitisme sous le masque de l'antisionisme (sous Staline, cela s'appelait la « lutte contre le

cosmopolitisme »), mais aussi la déportation des Tatars de Crimée, des Mskhètes et des Grecs; cette déportation a été faite par Staline sous la majorité des démocrates, à l'exception des néo-marxistes, tournent en dérision la foi dans le rôle messianique de la classe ouvrière. Il est l'accusation de « trahison de la patrie ». Tout un peuple peut-il être traître ? Traître à qui ? Au peuple russe ? Sur le plan matériel, il ne me semble pas qu'il y ait d'oppression spécifiquement nationale, à l'exception des juifs qui ont des difficultés à accéder aux établissements d'enseignement supérieur et à des postes de responsabilité. Au contraire, certains peuples vivent mieux que le peuple russe. Les raisons du chauvinisme bureaucratique de grande puissance sont complexes, et il n'est pas possible de les analyser dans une interview. Lénine avait déjà dénoncé les germes de ce chauvinisme.

La bureaucratie est la source essentielle de ce chauvinisme de grande puissance. Le nationalisme et le chauvinisme des peuples non-russes est une réaction à cela. Le rôle de la bureaucratie dans cette politique chauvine est de plus en plus compris par les patriotes non-russes, aussi, il me semble que la lutte des nations pour leur autodétermination prendra un caractère toujours plus antibureaucratique et fusionnera avec le mouvement démocratique.

Je voudrais encore ajouter la chose suivante. Le nationalisme bureaucratique se reflète dans la conscience des masses populaires; le mépris et la haine pour les autres peuples se développent. L'un des arguments du nationalisme soviétique étroit est le suivant : « Nous les nourrissons tous, nous les défendons, mais ce sont des êtres ingrats ». C'est une des raisons pour laquelle beaucoup de gens ont salué l'invasion de la Tchécoslovaquie. La croyance que « nous, nous sommes les meilleurs » est répugnante et conduit au messianisme national.

Procès d'un dissident

Aujourd'hui s'ouvre en URSS le procès d'Andreï Tverdochlebov, secrétaire de la section soviétique d'Amnesty International. Arrêté le 18 avril 1975, il est accusé de « répandre des inventions délibérément mensongères calomniant le régime social et politique soviétique ».

Tverdochlebov est membre fondateur du Comité des droits de l'homme en Union soviétique et du Groupe des 73, association d'aide aux prisonniers politiques et à leur familles; il participe activement à la lutte contre la répression des dissidents, en particulier dans les cas de Boukovsky et de Pliouchtch. C'est cela que la bureaucratie ne peut lui pardonner. C'est le procès des droits démocratiques les plus élémentaires qui se tient aujourd'hui à Moscou.

POUR LA DEFENSE DES PRISONNIERS

POLITIQUES

A l'occasion des journées d'études de l'Organisation communiste internationaliste, fut projetée la constitution d'un comité de défense des emprisonnés politiques des pays de l'Est et de l'Ouest. Parmi les premiers signataires de l'appel à fonder ce comité, figurent Pliouchtch, Jiri Pelikan et James Marangé. La plateforme du comité constitue une base de discussion pour la défense démocratique des emprisonnés politiques. La présence de Pliouchtch et Pelikan offre une garantie d'élargissement d'un tel comité à toutes les composantes du mouvement ouvrier souhaitant participer à la mobilisation contre la répression en URSS et dans les démocraties populaires. La Ligue communiste révolutionnaire quant à elle s'engage à participer à la collecte de signatures pour le lancement du comité, qui pourrait, comme l'a montré l'action du comité des mathématiciens être très large, le plus représentatif possible, et sans exclusives. Elle souhaite d'autre part la tenue d'une réunion unitaire des organisations se réclamant du mouvement ouvrier pour discuter du soutien qu'elles pourraient apporter à ce comité.

cantonales

ET SI LES LEGISLATIVES ETAIENT HIER...

Le sondage publié ce jour par le *Nouvel-Observateur* fait suite à celui commandé la semaine dernière par *France-Soir*. L'annonce des « 54 % des voix à la gauche » pour les prochaines législatives semble confirmée dans la mesure où l'on accepte le procédé employé d'élections simulées.

Si les législatives avaient lieu en ce moment, sur 100 suffrages exprimés, 10 voix iraient à l'U.D.R., 22 aux Républicains Indépendants, 9 aux Réformateurs - soit 47 à la « majorité » -, 21 voix iraient au P.C.F., 2 au P.S.U. et à l'extrême-gauche, 30 au P.S. et aux Radicaux de gauche (le sondage n'a pas différencié le groupuscule bourgeois des Radicaux de gauche et le P.S.), soit 53 pour ce qui s'appelle « gauche et extrême-gauche ». Au total, la majorité gagnerait 215 à 235 sièges contre 238 à 258 pour la « gauche ».

Confirmation donc de la défaite probable de la coalition Lecanuet-Giscard-Chirac. L'U.D.R. perd, les Républicains Indépendants progressent. Ce renversement interne à la majorité se produit avec une perte de voix au profit de la gauche et les Républicains Indépendants ne tirent pas tous les gains qu'ils pouvaient attendre de la victoire de Giscard aux dernières présidentielles.

La seconde leçon, c'est que la victoire de la coalition des deux principaux partis ouvriers d'une part et des radicaux de gauche d'autre part est dorénavant un facteur susceptible de peser en permanence sur la vie politique française pendant deux ans, à moins d'élections anticipées. Le « ré-

équilibrage » de l'Union de la Gauche au profit du P.S. et au détriment du P.C. s'accroît nettement. Le mode de scrutin favorise les partis majoritaires : le P.C. pourrait être réduit à n'avoir que de 53 à 63 sièges (alors qu'il en a actuellement 73) tandis que le P.S. aurait de 185 à 195 sièges (le sondage ne sépare pas, là encore, les Radicaux de gauche et le P.S.). Une représentation proportionnelle intégrale donnerait 99 sièges au P.C. et 142 aux deux autres signataires du Programme Commun.

Autres conclusions : la nécessité de montrer que, dans tous les cas, ces élections sont truquées par le mode de scrutin et qu'il faut imposer au minimum la représentation proportionnelle intégrale. Réduite à sa portion congrue, la « majorité » aurait environ 30 sièges de moins que le P.S. et le P.C. Enfin, le P.S. et le P.C. ont la majorité réelle à eux seuls, déjà, dans le pays, et ils peuvent parvenir à l'être aux élections, sans même avoir besoin de l'alliance avec les bourgeois radicaux de gauche. Les deux partis ouvriers sont donc en mesure d'opposer une solution de pouvoir à celui de Giscard.

Gérard Filoche

méfaits divers

L'agression fasciste contre deux syndicalistes à Paris

REACTION SYNDICALE

Trois militants postiers de la Ligue communiste révolutionnaire ont été sauvagement agressés sur le marché Saint-Quentin, le dimanche 7 mars alors qu'ils vendaient « Rouge ». Dans un tract diffusé à la population du 10^{ème} arrondissement, les camarades Moisan et Ravon responsables syndicaux CFDT et CGT, ont été victimes de cette attaque, relatent les faits.



P. Moisan

« Dimanche dernier 7 mars, alors que nous terminions la vente du journal Rouge, comme chaque semaine, environ 40 fascistes nous ont violemment agressés.

Ils ont tenté de nous tuer ou de nous mutiler à vie. Ils hurlaient : « Mort aux communistes ! », « Tuez-les ! Tuez-les ! ». A coups de matraques, de fléaux et de marteaux, ils nous ont frappé la tête, les mains,

les coudes et les poignets. Nous souffrons maintenant de multiples fractures (mains, poignet, coudes), les plaies qu'ils nous ont faites à la tête ont nécessité de nombreux points de suture. Nous sommes en arrêt de travail pour plusieurs mois. »

La réaction des organisations syndicales locales ne s'est pas fait attendre. Les postiers CFDT du 10^{ème} ont publié un communiqué de presse qui appelle « toutes les organisations syndicales et politiques à prendre de manière unitaire les dispositions nécessaires pour mettre fin aux actes criminels des bandes fascistes ».

De leur côté, les sections syndicales CGT et CFDT du centre de tri Paris-Est ont signé un appel commun qui déclare : « Auxiliaires de Giscard dans sa campagne électorale ils (les nerfs) s'attaquent aux travailleurs. Le Pouvoir sera sûrement moins zélé pour retrouver ceux qui ont voulu tuer que pour faire libérer les patrons responsables d'accidents du travail. C'est l'interdiction des groupes fascistes qu'il faut obtenir dans l'unité ».



J. Ravon

UNE CAMARADE

Isabelle Slizewicz, militante de l'Organisation Communiste Révolutionnaire a trouvé la mort dans un accident. Elle avait vingt-quatre ans. Au delà de nos divergences nous avions lutté ensemble. Tout ce que chacun d'entre nous connaissait d'elle nous rend son absence plus lourde. Isa nous manquera dans nos combats futurs.

Des militants de la LCR Paris.

notes politiques

REVES POLICIERS

● La fédération professionnelle de la Police nationale n'est pas, quant à ses effectifs, très représentative des syndicats policiers. Ses positions idéologiques sont, par contre, un bon reflet de celles de Poniatowski.

Aussi vient-elle de prendre position sur les problèmes de la délinquance dans un communiqué où, tout en réclamant de « solides liens d'amitié et d'efficacité entre le public et ses policiers », elle affirme : « Il faut désormais obtenir la stricte application des peines, et châtier impitoyablement les coupables d'assassinats prémédités, et mettre définitivement (l'est eux qui soulignent) hors d'état de nuire les éléments criminels qui prolifèrent dans notre société » ! La solution finale en quelque sorte.

BOOM EN CORSE

● Une charge de plastic a explosé dans la nuit de samedi à dimanche devant la mairie de Venzani (arrondissement de Corte), en Corse. Personne ne sait qui a déposé la bombe, ni pourquoi. Le maire, qui est de droite, soutient pour les cantonales le conseiller général sortant, un RI en ballottage difficile, devant un candidat vaguement de gauche. Qui veut faire peur aux électeurs de l'autre ?

LE « CLAMPIN » POURSUIVI POUR DIFFAMATION

● M. Muffragi, présentement directeur du CHU de Rennes et ancien directeur du CHR de Lille, exige du « Clampin Libéré » 10 000 francs de réparation pour « atteinte à son honneur et sa considération ».

Le « Clampin », courageux journal de contre-information de la région de Lille, avait présenté dans son numéro de février un dossier sur les conditions de travail et la gestion du CHR de Lille.

Il y a là volonté délibérée d'étrangler le « Clampin » qui, comme de nombreux petits journaux locaux, s'efforce de briser le mur du silence, de la complicité et de la médiocrité de la « grande » presse régionale.

il y a quarante ans

France, le 15 mars 1935. Dans le monde entier la préparation d'une nouvelle guerre impérialiste redouble d'intensité. Le 1^{er} mars, les nazis occupent la Sarre. En France, le gouvernement demande à la chambre de porter le service militaire de un à deux ans. Par 340 voix contre 210, la prolongation est votée. Commentaire du « Populaire » (organe du Parti socialiste) : « Comme en 1913, la Chambre capitule devant les généraux ». La presse ouvrière entame alors une campagne contre les « meurtres et scandales » du militarisme en temps de paix. Dans les mois qui vont suivre, l'effervescence grandira dans les casernes : partout les conscrits manifesteront et refuseront de signer la fameuse circulaire n° 3084 de réengagement.

Maurice Thorez, secrétaire général du PCF, prononce un de ses derniers discours « antimilitaristes » : contre la défense nationale, contre les crédits militaires, contre les deux ans, avant le grand revirement nationaliste suite à la déclaration Laval-Staline du 15 mai. Le PCF fera, par la suite, un court retour au défaitisme révolutionnaire en octobre 1939.

MIDI VITICOLE Après les événement de Montredon L'ATTENTE

Nullement démobilisés par les suites de l'affrontement de Montredon, les viticulteurs attendent de voir quelle politique le gouvernement va adopter dans les jours qui viennent. Ce dernier a d'abord mené une odieuse campagne d'intoxication en utilisant la mort de deux anarchistes de Toulouse et en voulant ramener les événements de Montredon à une manifestation de plus du complot internationale (L'Aurore a même cité le nom de Carlos).

Ici cela n'a pas pris : les viticulteurs ont parfaitement compris quel intérêt le gouvernement avait à pratiquer un amalgame aussi grossier. Il a ensuite fait courir le bruit d'une arrestation imminente de André Cazes, l'un des dirigeants des C.A.V. Mais il a du vite reculer. Il faut croire que les Renseignements généraux ont bien pris la température dans les villages du département, car le démenti est vite arrivé. On sait déjà que la moindre tentative contre quelque viticulteur que ce soit entraînerait une réaction rapide, violente et massive.

Mais il y a plus inquiétant pour le gouvernement, c'est le début de rencontre du mouvement viticole et ouvrier qui est en train de se réaliser. En effet, de nouvelles initiatives sont prévues : la tenue de forums à Carcassonne pour la fin mars où viticulteurs et travailleurs pourront échanger leurs expériences de lutte ; l'organisation d'une grande manifestation à Montpellier début avril à l'appel des C.A.V., C.G.T., C.F.D.T., F.E.N., C.I.D.U.N.A.T.I. et soutenue par les partis de gauche.

Ecrasé par les bas salaires, le chômage et la crise viticole, le Midi n'en peut plus. Le gouvernement fait ici l'unanimité contre lui. Les manifestations qui sont prévues le montreront plus encore que les cantonales.

MEETING SUR LES P.C EN EUROPE

La revue « Critique communiste » organise, le jeudi 18 mars à 20h 30 à la Mutualité, un meeting sur l'évolution des Partis communistes en Europe. Avec la participation, notamment de : Lucio Magri du P.D.U.P.-Manifesto K.S Karol Philippe Robrieux Henri Weber directeur de « Critique communiste » Alain Krivine de la L.C.R Françoise Turcan du P.S.U

armée

Conférence de presse de J. Moreau

Le Centre d'Etudes pour la Défense : des étudiants, des journalistes et une quinzaine d'officiers qui en sont visiblement l'enjeu. Samedi Jacques Moreau, responsable du secteur politique de la C.F.D.T., a exposé dans une formulation qui se voulait crédible aux yeux des cadres présents, la position de son syndicat vis à vis de l'armée.

Il a commencé par marquer ses distances vis à vis de l'anti-militarisme en France, l'expliquant par des « relents » du syndicalisme du XIX^{ème} siècle et par une perception « négative » de l'armée par le mouvement ouvrier...

Tout en dénonçant un « anti-militarisme malsain », insistant sur le fait que dans les comités de soldats « il y a souvent des gens qui ont une certaine militance derrière eux », il s'est exprimé pour une organisation dans l'armée qui ne nuise pas à son efficacité, c'est à dire « à la défense nationale ». Il a envisagé une syndicalisation des soldats de métier, car « ils sont des fonctionnaires comme les autres » ; quant aux appelés, « ils ne sont pas salariés », il leur faut donc autre chose qu'un syndicat de salariés, « un syndicat de type étudiant » par exemple.

Réservé sur le droit de grève, « notamment en manœuvres », l'orateur a insisté sur la Défense Nationale et indiqué : « Nous luttons contre ceux qui

veulent aujourd'hui détruire l'armée ». Et, dans le syndicat, « ce que nous cherchons à éviter, c'est la prise de position des éléments les plus politiques qui risqueraient de gauchir la position du syndicat ». Il s'est par ailleurs fermement opposé à une armée de métier.

L'exposé n'abordait pas concrètement la répression et les sanctions dans les casernes. Répondant à notre question, il a avant tout insisté sur la campagne des « cent meetings C.F.D.T. ». Il a indiqué que, bien souvent, les sanctions relèvent du délit d'opinion. Sur le procès des 53 devant la Cour de Sécurité de l'Etat, il a donné son avis personnel : le pouvoir n'ira sans doute pas jusqu'au procès, il gardera cette arme en réserve comme une menace.

Dans le ton comme dans le fond, cette réunion visait à corriger l'image de marque de la C.F.D.T. qui a été accusée d'être à l'origine du mouvement des soldats. Jacques Moreau l'a fait en négligeant le caractère de classe de l'armée « qui n'est pas réductible à l'armée du capital » (sic) et en laissant dans le flou les liens à tisser entre le mouvement ouvrier et les soldats. A aucun moment il n'a évoqué ces liens très concrets qui existent entre les comités de soldats et les sections syndicales. Devant un parterre d'officiers, ces réalités inopportunes ne sont pas de mise...

Philippe Verdon

Quand la CFDT s'adresse aux officiers

SEMAINE DE GREVES DANS LE SECTEUR PUBLIC

La semaine qui s'ouvre peut être décisive pour la politique contractuelle du pouvoir dans la Fonction publique. Partout des grèves et des actions sont prévues. Aujourd'hui, la grève risque d'être totale dans le Métro. A partir de mercredi c'est au tour des cheminots d'entrer dans la lutte mais en ordre dispersé : les Autonomes ont déposé leur préavis de grève pour mercredi, CGT et CFDT pour jeudi et vendredi. Les revendications portent sur le salaire minimum à 2000 F net, le relèvement des coefficients et là aussi 104 jours de repos.

Dans la Fonction publique de multiples actions sont prévues. La Fédération CFDT de la Santé appelle à une manifestation mardi, tandis que dans les centres anti-cancéreux, des mouvements de grève se poursuivent. Aux finances, toutes les fédérations syndicales, CGT, CFDT, FO, SNUI, appellent les 200 000 employés à une journée d'action mercredi. Pendant ce temps, les négociations salariales se poursuivent. Après la rencontre de vendredi, les syndicats et Péronnet, secrétaire d'Etat à la Fonction publique, vont se retrouver lundi.

Alors, après le succès de la journée du 9 où tous ensemble, cheminots, gaziers, postiers fonctionnaires s'étaient retrouvés au coude à coude, est-ce de nouveau la dispersion et l'éclatement ? ce n'est pas si simple.

Dans la période actuelle, que chaque secteur reparte à l'action en fonction de son propre rythme de mobilisation et sur la base de ses revendications les plus urgentes peut se comprendre. Mais les risques sont évidents. Les nouvelles positions de Péronnet se rapprochent de celles avancées par FO et la FEN. Ces organisations syndicales vont-elles accepter de brader la mobilisation, afin, une fois de plus, de sauver la mise au pouvoir ?

Les revendications avancées dans les différents secteurs sont très diverses, mais partout, les exigences sont les mêmes : contre la dégradation du pouvoir d'achat, contre la détérioration des conditions de travail. Il faut les unifier dans une plate-forme commune à tous les secteurs, à toutes les organisations syndicales. Marcher séparément aujourd'hui, oui, mais pour frapper tous ensemble demain.

Didier
(correspondant F.P.)

RATP : GREVE AUJOURD'HUI A PARIS

Le mouvement de grève de vingt-quatre heures des conducteurs du Métro est lancé par le syndicat Autonome, la C.G.T. et la C.F.D.T. qui représentent plus de 90 % des effectifs dans cette catégorie.

La grève de la R.A.T.P. survient peu après la signature du contrat salarial 1976 par les Autonomes, F.O. et la C.F.T.C. C'est le seul secteur où un contrat a pu être signé cette année. Il s'agit d'un mouvement lancé par les Autonomes qui, face à la combativité, veulent faire oublier leur signature.

le rôle des Autonomes

Le 5 novembre 1975, la C.G.T. et la C.F.D.T. avaient appelé les travailleurs de la R.A.T.P. à la grève sur une plate-forme unifiante : 104 repos pour l'exploitation et leur équivalent pour les autres catégories, soit 38 heures, effectifs et retraite. Les Autonomes avaient saboté le mouvement en expliquant que la direction leur promettait « les 104 repos en deux ans ». Sans parler des compensations qu'exigeait la R.A.T.P. Résultat : 25 % de grévistes.

Poussés par leur base et par l'intransigeance de la direction, les syndicats Autonomes et F.O. du métro

et des bus lançaient une grève de 24 heures le 13 janvier, pour les 104 repos dans l'année (sans préciser s'ils étaient pour ou contre les compensations). La C.G.T. s'y rallia, la C.F.D.T. posa des préalables et refusa. Ce mouvement fut suivi à 80 %.

pour les 104 repos sans compensation

Après le 13, les syndicats se rencontrèrent afin de poursuivre l'action. Tous les syndicats s'y prononcèrent enfin contre les compensations, la C.G.T. et la C.F.D.T. ayant défendu cette idée depuis le début.

Sur cette question, la direction a fait preuve de fermeté. Mais, malgré la signature du contrat 1976 par F.O. et les Autonomes, la volonté de lutte ne cesse de s'accroître. Aujourd'hui, C.G.T. et C.F.D.T. (F.O. étant absente) et Autonomes appellent les agents parisiens du métro à la grève. Seuls les deux premiers syndicats cités ont invité les autres catégories (bus, bureaux, ateliers) à

rentrer dans l'action pour les 104 repos, avec deux accords afin de pouvoir souffler un peu.

Les Autonomes refusent d'étendre la grève, même aux bus ! Voilà où mène la politique de division et de catégorialisme chère aux Autonomes. D'autre part, les pourparlers inter-syndicaux étant tenus secrets, c'est par la presse, la radio, que les travailleurs de la Régie ont appris la grève du 15. Les tracts syndicaux d'appel sont sortis le 11.

Il est certain que ce genre de pratique, ainsi que la division entretenue par les Autonomes, pèsera lourd dans les secteurs peu mobilisés. A l'inverse, le métro, directement concerné par les seules revendications mises en avant (104 repos et deux agents minimum par station) sera très fortement perturbé.

Correspondant R.A.T.P.

BREST UNE SEMAINE DE MANIFESTATIONS OUVRIERES...

La semaine dernière, les rues de Brest ont vu une manifestation par jour.

Ainsi la grève de la fonction publique a été massivement suivie et a donné lieu à une manifestation interminable. En même temps 6 000 travailleurs de l'arsenal manifestaient avec une combativité et un dynamisme jamais vus depuis des années. Manifestation exceptionnelle, point culminant de plusieurs semaines de luttes actives et de manifestations en ville et à l'intérieur de l'arsenal, elle parut tellement inquiétante aux autorités militaires que les travailleurs trouvèrent portes closes en arrivant à midi. Si les responsables syndicaux ne s'étaient pas interposés, les portes auraient sûrement été mises à mal ! Les travailleurs avant de rentrer par les petites portes bloquèrent donc le centre ville par un pique-nique spontané.

Deux jours plus tard les ouvriers de la réparation navale au grand complet manifestaient contre les menaces sur l'emploi, et enfin de nouveau 3 000 travailleurs de l'arsenal devant la direction.

A Transocéan, le dépôt de bilan a ouvert les yeux de la majorité du personnel et permet à la CGT de desserrer l'étreinte de terreur.

A Transocéan le dépôt de bilan a ouvert les yeux de la majorité du personnel et permet à la CGT de desserrer l'étreinte de terreur qui régnait dans l'usine : des assemblées du personnel organisent la lutte pour préserver l'emploi.

Dans cette situation l'absence de perspectives centrales pour la classe ouvrière se fait cruellement sentir et retient les travailleurs qui hésitent à s'engager plus nettement dans l'action. Le fait que les deux manifestations de mardi (Fonction publique et Arsenal) aient parcouru la ville à quelques centaines de mètres les unes des autres, mais en sens opposé, la manifestation étudiante étant entre les deux, en a été le symbole. Les luttes en cours manifestent une combativité exceptionnelle qui risque d'être en partie gâchée si les perspectives d'une lutte d'ensemble pour imposer les revendications au pouvoir ne sont pas avancées. Déjà donc s'impose avec force la nécessité de coordonner les entreprises en lutte.

correspondant Brest



vie syndicale

CGT

RECRUTER DES IMMIGRES

Après les femmes et les jeunes c'est maintenant vers les travailleurs immigrés que la CGT lance son offensive. Tel apparaît être le sens de l'appel à une conférence nationale sur l'immigration le 29-30 avril et la table ronde du 15 avril sur le racisme, annoncée dans le dernier numéro du « Peuple ».

Une riposte aux mesures gouvernementales est certes nécessaire : aujourd'hui un immigré chômeur n'a pas droit à la carte de travail, ni aux prestations familiales... Le gouvernement installe des services d'accueil « dirigés par des patrons, des banquiers, des colonels, véritables organismes d'encadrement et de surveillance ». Mais quelle riposte unitaire de la classe ouvrière et en particulier de la CGT ? « Les revendications des femmes immigrées ? Eh bien elles seront défendues avec celles des travailleuses... le 8 mars. Les revendications des jeunes chômeurs immigrés ? Elles trouveront naturellement leur place le 11 mars... » Et idem pour les retraités, car « il est clair pour nos organisations qu'il n'est pas possible d'envisager quelque initiative que ce soit sans songer à y associer les revendications particulières des immigrés... » Quant à la table ronde sur le racisme elle rassemblera des personnalités connues de la magistrature du monde médical de l'enseignement. Et pour conclure

« il nous faut une CGT encore plus forte, encore plus nombreuse ». Telles sont les seules perspectives de lutte présentées aux 4 millions de travailleurs immigrés sur un ton paternaliste et racoleur.

PARFUM ET ROSE ROUGE

A Montpellier, c'est un apéritif débat qu'avait prévu la CGT pour le 8 mars. Après un film sur les femmes travailleuses, la discussion fut vive, et le responsable national — masculin — venu animer le débat fut parfois embarrassé, notamment sur l'avortement.

La séance s'est terminée par une distribution de parfums aux nouvelles adhérentes, et la remise d'une rose rouge à la meilleure diffuseuse d'Antoinette. correspondante Montpellier

CFDT

1975 : un chômeur sur 10 a reçu les 90 %

Le dernier numéro de Syndicalisme Hebdo explique bien pourquoi un chômeur sur 10 seulement a touché les 90 %. La notion de « licenciement économique » permettant de toucher les allocations supplémentaires est totalement à discrétion du patronat : selon la situation personnelle de l'employé dans l'entreprise, le rapport de force syndical, la définition peut changer. De plus, le patronat tend de plus en plus à multiplier les contrats de travail à durée limitée... Le détail des chiffres montre bien les discriminations selon le sexe, la qualification et les secteurs d'activité.

Santé des travailleurs...

L'Union régionale CFDT des Pays de Loire a organisé pour la deuxième fois un colloque sur la Santé auquel ont participé un grand nombre d'organisations et d'institutions liées à la Santé, ainsi que des délégations de travailleurs. Plusieurs débats sur les conséquences du travail de nuit, du chômage, le rôle de la médecine du travail, les « médecins-flics », ont montré la nécessité de poursuivre la discussion sur les formes de lutte possible dans l'entreprise, et au niveau local. Quelles actions impulser par exemple pour obtenir les 2 000 emplois qui seraient nécessaires dans le secteur public de la Santé des Pays de Loire ? Débat à poursuivre.

POURSUITE DE LA GREVE A PEUGEOT-BEAULIEU

La grève se poursuit aux usines Peugeot à Beaulieu-Mandeure (5600 ouvriers), ainsi que l'occupation des locaux par les travailleurs. Les négociations entre la direction et les syndicats CGT et CFDT doivent s'ouvrir ce matin. Les travailleurs réclament une augmentation de salaire de 300 F pour tous et la réduction des cadences de travail. Les syndicats appellent les travailleurs à un meeting ce matin afin de forcer la direction à céder. Les négociations ne s'ouvrent en effet qu'aujourd'hui, alors que la grève a débuté il y a dix jours.

correspondant



ily a...

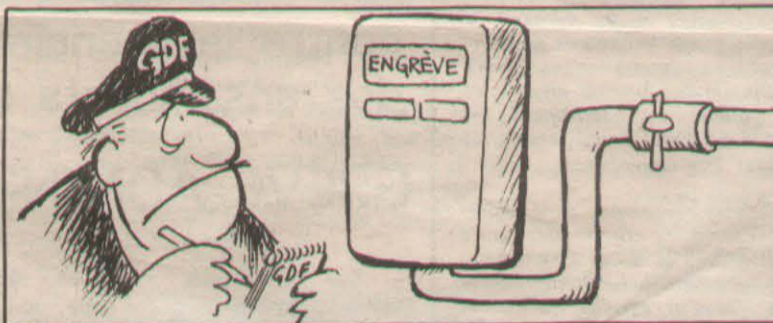
A partir de demain, Rouge publiera une série de trois articles écrits par Pierre Frank sur la réunification syndicale de mars 36. Il y a en effet quarante ans, à la veille du Front Populaire, que l'unité organique entre les deux principaux syndicats ouvriers français, la C.G.T. et la C.G.T.U., se faisait.

snpa. lacq

GREVE JUSQU'À MERCREDI

- Tous les centres sont touchés
- La production est réduite à 19 millions de m³ pendant une semaine

Depuis le vendredi 12 mars, les travailleurs de la Société Nationale des pétroles d'Aquitaine sont en grève contre le projet de fusion qui menace directement leur emploi. Décidée à Lacq lors d'une assemblée générale de 900 travailleurs, cette lutte est conçue dès l'origine pour une durée limitée. Son but essentiel : montrer l'unité du personnel de tous les centres. Pendant une semaine, chacun des non-postés observe un débrayage d'une demi-journée par service.



Voir venir ou prendre l'offensive

Dans toute la région autour de Lacq, un problème se pose brutalement : comment lutter ? De 1971 à 1976, le nombre des chômeurs est passé de 5.000 à 17.000, sans que les U.D.-C.G.T. et C.F.D.T. organisent la moindre lutte coordonnée. Maintenant, le patronat réalise un pas en avant de plus : il veut supprimer dans les années qui viennent la plupart des emplois industriels. Préfet et direction de la S.N.P.A. font beaucoup de bruit autour des 250 emplois créés par an, alors qu'il y a eu 2.000 chômeurs de plus par an. Le poids des capitulations passées freine la riposte unie. Il n'y a aucune pratique régulière de coordination entre les U.L. C.G.T. et C.F.D.T. de Pau, Oléron, Mourenx, Orthez..., toutes situées dans un rayon de 30 kms.

Ces facteurs négatifs pèsent lourdement sur les 2.700 travailleurs de la S.N.P.A. ainsi que sur les autres entreprises du complexe (Péchiney-Noguères, Aquitaine Total Organico et C.D.F.-Chimie de Mont,

etc.). Après le succès de la grève du 12 février à la S.N.P.A., c'est un effort de discussion à la base qui est prioritaire.

attendre ou engager la lutte

L'intersyndicale rejette le projet de fusion qui disperse le personnel dans diverses sociétés et demande que tous soient regroupés dans une même entreprise. Comment imposer cette solution ? Devant la perspective de fusion Elf-S.N.P.A., les travailleurs ont eu un moment de flottement.

Certains pensent qu'il vaut mieux attendre que les attaques de la direction se précisent pour pouvoir se battre au bon moment. Pareille attitude risque de laisser les travailleurs de la S.N.P.A. isolés et mis devant le fait accompli.

La C.G.T. opte pour la mobili-

sation mais axe sa campagne sur les contacts avec les « élus locaux ». La C.F.D.T., quant à elle, donne des perspectives de lutte et insiste sur la nécessité d'une « assemblée générale par semaine... pour faire des propositions ». Mais ses propositions très précises n'évitent pas toujours la logique du « contre-plan » lourd d'intégration technocratique si le gouvernement lance une offensive sur ce terrain.

un énorme enjeu

Le complexe chimique de Lacq fait vivre directement plus de 50.000 personnes, soit plus de 10 % de la population du département, et indirectement 5 fois plus. Depuis 1970, la S.N.P.A. consacre l'essentiel de ses énormes ressources à des investissements à l'étranger. La fusion en cours avec Elf est lourde

de dangers. Les travailleurs veulent maintenir leurs acquis.

La S.N.P.A. a réalisé en 1975, officiellement, 220 milliards d'anciens francs de bénéfices. Elf, qui a un chiffre d'affaires quatre fois plus gros que celui de la S.N.P.A., mais peu de bénéfices à cause du coût des forages en mer, est « absorbé » par la S.N.P.A. grâce à une intervention de l'Etat qui garantit l'opération.

Refuser cette opération à cause de l'insécurité qu'elle fait peser sur les travailleurs de la S.N.P.A. et de la région, c'est aussi prévoir comment affronter le poids du gouvernement, qui veille de près sur la création du nouveau groupe. Il faut prévoir une lutte jusqu'à satisfaction. Pour cela, rappeler le bilan des grèves précédentes trop souvent arrêtées par les directions syndicales, hors du contrôle des grévistes, au moment même où elles devenaient efficaces.

Correspondant S.N.P.A.

LES EMPLOYES DU GROUPE OCIL EN LUTTE POUR LES CONDITIONS DE TRAVAIL

● La direction se refusant d'appliquer les dispositions légales concernant les conditions de travail des employés (400 environ), une partie du personnel s'est mise en grève le vendredi 12 mars à 13 heures. Immédiatement, la direction a réagi par des actes de violence contre les grévistes — principalement des femmes. Le lendemain, les flics étaient au siège !

E.G.F. (SECTEUR INFORMATIQUE)

● Le personnel d'exploitation des ordinateurs est toujours en grève. A Clichy, Toulouse et Lyon. A Orléans, le mouvement s'est durci et les locaux sont occupés. A Issy-les-Moulineaux, le personnel se réunit en assemblée générale ce lundi pour décider de la forme à donner à leur participation à la grève.

MARION A DU CEDER

● A l'UIE de Cherbourg, les revendications essentielles des travailleurs ont été satisfaites. Paiement des heures de grève, non poursuite des militants actifs et reconnaissance par le patron de sa responsabilité personnelle dans l'accident du travail qui avait entraîné la grève. A signaler la solidarité entre les ouvriers à statut UIE et les intérimaires. Ce mouvement très actif a eu un gros impact sur la métallurgie à Cherbourg.

Correspondant Cherbourg

TRIBUNE

LE MOUVEMENT DES TRAVAILLEURS MAURICIENS

« Nous ne voulons plus des promesses mais des droits »

4000 travailleurs mauriciens luttent depuis plus d'un an pour leurs droits au travail :

Régularisation en France.

Abusés par la propagande « La France vous attend » ; trompés par les promesses mensongères des patrons français (exemples : Silvéria à Troyes et la Légion étrangère), nous nous retrouvons : sans papiers travaillant à la merci du patronat français pour des salaires en-dessous du SMIG, logés dans des conditions inhumaines, non déclarés à la Sécurité sociale, toujours victimes des contrôles de la police et de l'Inspection du travail.

Exemple : arrêté pour travail au noir, c'est le travailleur qui a une amende de 300 F, et pourtant il est supposé inconnu aux yeux du gouvernement français. Chaque demande de régularisation est rejetée par les Préfectures et a comme résultat : un avis d'expulsion.

On se réunit tous les dimanches pour lutter contre ces mesures, contre tout plan de contrôle de la bourgeoisie et contre le plan de division imposé récemment par M. Dijoud lui-même : promesses de régulariser un certain nombre de travailleurs par l'intermédiaire d'un secrétariat réservé aux Mauriciens qui ont une attestation d'emploi. Depuis cette promesse le 11 décembre 75, combien auront une chance dans les mois à venir ?

Comme les revendications du Mouvement des travailleurs mauriciens sont pour la régularisation de tous les sans papiers et les mêmes droits. Nous continuons notre lutte. Afin de faire connaître la lutte et de créer une force de tous les travailleurs français et immigrés contre l'Etat impérialiste français qui est une des causes du chômage et de la misère à l'île Maurice.

Dans la crise les patrons se servent de la concurrence entre les ouvriers pour garantir leurs profits. Les travailleurs mauriciens en luttant pour leurs papiers et leur droit au travail mènent un combat qui intéresse non seulement les autres ouvriers immigrés mais l'ensemble de la classe ouvrière des français et des immigrés.

Rassemblons nos luttes, affirmons notre force par l'unité des travailleurs de toutes nationalités et le large soutien de leurs différentes organisations.

Contre le racisme et pour les mêmes droits que les travailleurs français.

Mouvement des travailleurs mauriciens

en marge du Salon de l'agriculture

DEBAT SUR LA FEMME PAYSANNE

« Quand on se marie avec un agriculteur, on devient son employée... »

Une petite salle bourrée d'une assistance nombreuse, beaucoup de femmes, la plupart agricultrices. La réunion commence par la projection d'un court métrage : vaisselle, cuisine, enfants, étable, porcherie ; partagée entre son intérieur, l'éducation des enfants et l'élevage de la ferme, voilà la journée d'une agricultrice. « Quand on se marie avec un agriculteur, on épouse son métier et on devient son employée. Pourquoi ? » s'interroge-t-elle. Femme sans profession, sans statut social : « Je travaille autant que mon mari et je n'admets pas que mon travail ne soit ni reconnu, ni rémunéré ».

Et pourtant, l'exploitation, quoique de taille modeste, est très mécanisée. La modernisation, présentée comme la solution miracle n'a pas libéré la femme : pour payer les emprunts, rentabiliser les installations, c'est toujours plus de travail pour elle et pas le plus qualifié (quel temps libre pour se former ?). Double journée de travail, sous-payée, dépendance économique vis-à-vis de l'homme, la plupart des femmes présentes au débat se retrouvent dans cette séquence : c'est le sort de tous ceux et celles qui essaient de

s'en sortir en se modernisant. « Tant qu'on n'aura pas un revenu garanti pour notre travail, ce sera toujours la course à la production » disent certaines.

Les interventions se tournent rapidement vers le statut de la femme agricultrice, considérée par les allocations familiales comme « mère au foyer » (pas de retraite, pas de congé maternité), inexistante pour la coopérative, le crédit agricole (c'est l'homme qui est chef d'exploitation). « Nous voulons être considérées comme travailleuses à part entière ». Un groupe de femmes du Finistère a pris cette revendication pour thème d'étude.

Une autre agricultrice intervient : d'après l'étude effectuée dans son département, sur les grosses exploitations mécanisées, la femme se trouve devant le choix : se former, mener les affaires ou réintégrer la maison.

Au travers des débats, une constatation s'impose : la femme paysanne n'échappe pas à la radicalisation actuelle. Son rôle dans la famille, cellule sociale, mais aussi cellule de production économique à la campagne se modifie sous le coup de la restructuration de l'agriculture et de la remise en cause générale.

LIVRE : RENCONTRE NATIONALE DE MILITANTS COMBATIFS A PARIS

● La rencontre nationale organisée par le Collectif des travailleurs du Livre s'est tenue ce week-end à Paris en présence d'une cinquantaine de participants qui venaient de vingt cinq entreprises de laur et de presse, en majorité parisiennes.

Se réclamant de l'expérience des « Mini-Lip » l'appel à cette rencontre était signé par « les travailleurs en lutte de Caron Ozanne (Caen), des travailleurs de l'Imro (Rouen), des travailleurs de Darbois (Montreuil); des militants syndiqués CGT et CFDT de Lang (Paris); la section CFDT-Chaix (St-Quen); des travailleurs du « Petit-Rapporteur » de Draeger (Montreuil); le Collectif de lutte des travailleurs du Livre ». On notait aussi la présence de camarades imprimeurs allemands liés à un groupe d'extrême-gauche, le Kommunistische Bund.

La rencontre de ce week-end représentait pour ses initiateurs une étape importante. Elle posait le problème de l'insuffisance aujourd'hui des luttes exemplaires pour riposter aux attaques du patronat, celui de la nécessité de frapper tous ensemble. Les commissions de travail (Quelle restructuration dans la profession ? Quelles formes de lutte ? Que faire dans les syndicats ? Comment regrouper « la gauche du Livre » ?) ainsi que la résolution adoptée en fin de rencontre se sont fixées pour but de proposer des perspectives et des initiatives pour la période présente.

école

pour l'abrogation de la réforme du second cycle universitaire

UNE SEMAINE DECISIVE

Le mouvement étudiant pour l'abrogation du décret de réforme du second cycle universitaire s'apprête à franchir une nouvelle étape cette semaine. Au « lock-out » envisagé par Saunier-Seïté, secrétaire d'Etat aux Universités, déclarant, mercredi dernier, que si « les enseignements normaux ne pouvaient être assurés, les diplômes nationaux ne seraient pas décernés en fin d'année », les étudiants ont répondu par l'extension de la grève. Toutes les villes universitaires sont désormais touchées, alors que la répression s'illustre par la fermeture de la faculté de Clignancourt (région parisienne) depuis jeudi, et de celle de Droit-Sciences économiques de Montpellier depuis vendredi.

Une coordination a rassemblé, vendredi soir, l'ensemble des facs parisiennes. Les représentants des comités de grève des facultés en grève (Nanterre, Dauphine, Jussieu, Villetaneuse, Clignancourt, Tolbiac, Créteil-St Maur, Panthéon), ont voté à l'unanimité une motion reprenant les propositions de l'appel de la coordination nationale étudiante du 6 mars. Ainsi, le mercredi 17, prochaine journée nationale d'action, une manifestation est prévue à laquelle lycéens, les collégiens et les centrales syndicales ouvrières

sont invités à se joindre. Le jeudi 18, sur le campus de Nanterre, se tiendra la rencontre nationale des facultés en lutte et en grève, que terminera un défilé en direction du secrétariat d'Etat aux Universités.

Cette semaine sera aussi l'occasion de donner une unité aux grèves et luttes éparses qui se succèdent actuellement dans les lycées et, surtout, les CET. A Grenoble, une coordination des lycées classiques, techniques et des CET, réunie samedi, a décidé d'appeler à participer à la manifestation des étudiants et des enseignants et personnels de l'université, ce lundi, à 16 heures, place Championnet. A Paris, les organisations d'extrême-gauche appellent les lycéens à participer au cortège étudiant mercredi. De son côté l'UNCAL, animée par les JC, organise seule une manifestation, demain, à 15 heures, place d'Italie. Enfin, dans les CET, la coordination permanente des CET convoque une coordination parisienne des CET, demain, à 17 heures, 109 rue du Château, 75014. Tandis que l'AG des collégiens du CET Corvisart, en grève depuis une semaine, appelle à une « rencontre des CET », le même jour, à 18 heures, sur le campus de Jussieu (tour 46).

contre le licenciement des enseignants vacataires du Supérieur GREVE ADMINISTRATIVE EN JUIN

Les enseignants vacataires de l'enseignement supérieur, sous-payés et à l'heure, sans statut ni garantie d'emploi, sont les premiers touchés par les mesures de restructuration et les atteintes à la sécurité de l'emploi dans les universités. Une récente circulaire du Secrétariat d'Etat aux Universités prévoit de réduire à 500 F par mois le salaire de ces enseignants dans un délai de 3 ans maximum. Privés de tout droit (Sécurité Sociale...), ces personnels n'auraient même pas la ressource de s'inscrire au chômage.

L'élimination de cette catégorie de personnel

va de pair avec la réforme du second cycle : la soumission de l'Université aux exigences du patronat rend nécessaire la suppression de tous les enseignements « non rentables » et le recrutement de nouveaux vacataires formés à la discipline du secteur privé. L'attentisme de la direction du SNESup ne brise pas la volonté de lutte d'une masse d'enseignants et ne peut empêcher l'extension de la grève administrative (c'est à dire la rétention des notes d'examen en juin prochain) pour exiger la titularisation de tous les non titulaires et l'abrogation des arrêtés du second cycle.

APPEL

DES ENSEIGNANTS VACATAIRES

Une assemblée nationale des enseignants vacataires du supérieur a regroupé samedi dernier des délégués de neuf universités parisiennes et de treize universités de province. Elle a adopté l'appel suivant :

« L'assemblée nationale des enseignants vacataires du supérieur, considérant que le Secrétariat d'Etat aux universités vient de notifier le licenciement des enseignants vacataires du supérieur par le biais de la circulaire du 28 février 1976 :

- exige l'abrogation immédiate de cette circulaire ;
- exige l'abrogation immédiate des arrêtés sur le second cycle ;
- exige l'ouverture de négociations avec le Secrétariat d'Etat aux universités en vue de l'intégration des vacataires sur des postes budgétaires de l'enseignement supérieur et la titularisation de tous les non titulaires de l'enseignements supérieur.

Elle décide, pour faire aboutir ces revendications, d'organiser la grève administrative en liaison avec les assistants non titulaires ; elle appelle les organisations syndicales et l'ensemble des personnels des universités à y participer.

Elle appelle à une liaison concrète avec les étudiants en lutte ».



t'as pas cent balles pour les handicapés ?

Le 14 mars, dans toute la France, grande opération bon cœur, « quête nationale pour les handicapés », le tronc en main et la bonne conscience de l'humanisme bien placé...

Une journée qui a bénéficié de toute la publicité des grandes causes justes, l'efficacité d'une telle quête est presque nulle : 1 franc 40 par handicapé. Même pas un paquet de Gauloises.

D'ailleurs cet argent sert « pour ces grandes associations, à payer leur personnel d'encadrement, afin de nous rendre dociles, et à construire avec le reste de nouveaux ghettos où l'handicapé deviendra subitement rentable » (Comité de lutte des handicapés).

« Pour le C.L.H. la réinsertion de l'handicapé ne passe pas par la charité publique mais par la suppression de tous ces ghettos que sont les ateliers protégés, les centres d'aide par le travail :

- en aménageant des lieux de vie, de travail, de formation,
- en ayant droit à une scolarisation, une orientation, un reclassement professionnel, librement choisis, quel que soit le degré du handicap ».

Pour sa part, la CFDT dénonce le « système des quêtes nationales. Cette pratique masque les responsabilités du gouvernement, sans oublier celles particulièrement lourdes du patronat dans ce domaine ».

Ces opérations qui se multiplient que ce soit pour « la lutte contre le cancer », pour le secours aux aveugles ou « au profit des vieux » constituent un véritable racket idéologique et financier qu'il faut dénoncer et refuser de cautionner même avec un petit sou.

la division, un jeu dangereux

Le 6 mars dernier se tenait à Paris la première coordination des facultés en grève et en lutte. Survenu au bout de 12 heures de débats, son vote final fut sans ambiguïté : des deux motions en présence, celle qui fut votée par les deux tiers des participants appelle à une journée nationale d'action le 17 mars et à une rencontre nationale le 18 mars à Paris, qui se terminerait par une manifestation jusqu'au Secrétariat d'Etat aux Universités. L'autre motion présentée par l'UNEF-Soufflot, animée par l'AJS-OCI, mise en minorité, proposait simplement une manifestation nationale à Paris sans préciser la date. Le vote fut donc clair. La décision démocratique des représentants des étudiants en lutte aussi. Chaque tendance du mouvement, si elle tient à l'unité démocratique de cette mobilisation contre le pouvoir est

donc tenue de respecter ce vote. Or, l'UNEF-Soufflot a appelé, sous sa seule signature à une manifestation unitaire pour l'abrogation de la réforme, le mardi 16 mars à Paris. Unitaire avec qui ? Probablement l'unité très large et représentative de l'UNEF-Soufflot, de l'OCI, de l'AJS et de l'AER. Se prendre pour le seul représentant des étudiants en lutte, diviser sciemment est très dangereux.

L'AJS a, ces temps ci, des airs d'apprenti sorcier, car quand l'on divise, on risque fort de se retrouver tout seul. Et c'est sans surprise que l'on apprend aujourd'hui le ralliement subit de l'AJS à la proposition majoritaire de la coordination nationale et l'annulation de la manifestation de demain. Déconfiture et pantomime peu réjouissantes.

psychiatrie

faire chauffer l'asile

● La revue *Garde fous* a organisé deux journées, les 13 et 14 mars, sur le thème : *Ecriture et folie ; travailler / écrire dans ou sur la psychiatrie. Avec des débats sur :*

presse et psychiatrie, psychanalyse et histoire, les rôles des infirmiers en psychiatrie, la justice et la psychiatrie.

Nous rendrons compte de ces débats dans une série d'articles qui commencent aujourd'hui avec un article sur *Presse et psychiatrie*.

En ce moment plusieurs films parlent de la folie. Nous essayerons aussi dans cette série d'articles d'analyser l'évolution du cinéma sur ce thème.

La presse s'aventure rarement sur les berges de la folie. Seulement quelques aperçus, lorsque le thème de la folie coïncide avec le fait-divers (affaire Portal, Espéridou) ou la politique (Pliouchtch). Les choses importantes restent inconnues du grand public : la loi de 1838, les procédures d'internement, la structure médicale. Dans les journaux ce sont presque toujours des « spécialistes » qui parlent de la folie. Seul, un docteur machin ou un professeur Truc, Escoffier-Lambiotte dans *le Monde* ou Muldworf dans *l'Humanité*, a autorité pour le faire... A moins que ce ne soit le critique littéraire, Roger-Pol Droit dans *le Monde* par exemple, qui ne fasse sa chronique sur telle ou telle revue ou encore l'« amateur d'art » qui vous écrit une poétique de la folie.

Médecin ou critique : dans les deux cas ce sont des spécialistes, c'est à dire des gens qui parlent des psychiatisés comme de simples objets d'étude.

Il n'est pas possible de dessiner une alternative sim-

ple à cette façon de faire, dans la mesure où l'institution psychiatrique considère tout discours des psychiatisés comme « fou » et donc nul. Il n'est pas possible non plus d'opposer aux « spécialistes » des non-spécialistes par définition, ni non plus aux expertises des contre-expertises, par exemple, opposer à ceux qui font des expertises sur les « mobiles » de Patrick Henry, des contre-diagnostic, ou à des gens qui se prononcent sur l'état de santé de Pliouchtch un autre bulletin de santé. En fait on ne trouve les voies d'un autre discours sur la folie qu'en s'inscrivant dans un réseau militant de travailleurs de la santé, de psychiatisés, et dans le mouvement de prise en charge par le secteur de ses luttes.

On constate d'ailleurs que la presse bourgeoise elle-même remet en cause, à des degrés divers, la psychiatrie et la psychanalyse actuelles. Ainsi un dossier récent de *Elle* sur la folie a de grandes audaces : on y parle de camisole chimique, on y dénonce des pratiques abusives du système asilaire, des internements injustifiés. Mais pour déboucher sur quoi ?

D'abord sur l'idée que les internements abusifs s'expliquent avant tout par les zizanies familiales, les vengeances provinciales, c'est à dire en aucune manière fondamentalement par la carence de l'institution psychiatrique, tout au plus coupable de négligence. La même démarche s'est vue récemment dans la plupart des journaux à propos de l'affaire Caralp, cet employé du CEA, interné deux mois sur simple plainte de sa femme : on monte en épingle le « scandale », l'« erreur », la « maladresse » du commissaire de police chargé de le boucler à son domicile, la carence du secteur, mais on ne remet pas en cause la psychiatrie en tant que telle.

Améliorer les traitements, mieux doser les pilules, entrouvrir les portes de l'asile, accélérer la sectorisation... cela ne remet nullement en cause, mais renforce le statut de la psychiatrie en tant que « science ».

PRESSE ET FOLIE

femmes

LA «MONSTRUEUSE EXCEPTION» DU FOYER P. ROLAND

« Les autres foyers sont mieux ; évidemment je n'y vivrais pas, mais ils sont mieux »
F. Giroud.

Vendredi 12 mars le Comité de soutien au foyer Pauline Roland (rassemblant les groupes femmes du quartier-UL CFTD-LCR-LO-PS-PSU-Révolution et les habitants du quartier) a tenu une conférence de presse. Un livre noir sur les conditions d'hébergement dans le foyer et la répression a été remis aux journalistes. Une brochure sortira prochainement.

A P. Roland, elles sont 180 à vivre l'enfermement. Théoriquement les femmes ont le choix du travail à l'intérieur ou à l'extérieur. A l'intérieur ce sont les travaux de lingerie et de cuisine, bien féminins, qui leur sont affectés contre un lit (à trois par chambre), une nourriture insuffisante et 30 F par quinzaine ; ces femmes ne sortent presque jamais. Trouver du travail à l'extérieur relève de l'exploit quand il faut un billet de la directrice pour sortir et se rendre dans une ANPE ; quand la crèche ouvre de 7 h 45 à 18 h 30 et qu'il est interdit de faire porter son enfant par une autre femme ; quand enfin on doit quitter immédiatement son travail pour amener son enfant à l'hôpital même lorsque le patron profite de « cet abandon de poste » pour licencier. Est-ce là la réinsertion sociale tant vantée ?

L'enfermement combine le refus de la solitude, temps pour penser, lire, se retrouver, et celui d'une solidarité de vie collective. Les femmes ne sont jamais seules, astreintes aux mêmes horaires, ensemble sans jamais se rencontrer ; il n'y a ni salle de réunion, ni droit de visite d'une chambre à l'autre. Le groupe n'est qu'une addition d'individualités hostiles que le racisme, l'âge, le travail contribuent à opposer violemment. Violence secrétée et renforcée de l'extérieur par les menaces contre qui osera bouger : menaces de retrouver son enfant à l'Assistance Publique, menaces d'informer un mari violent d'une liaison antérieure, menaces d'être jetée à la rue en pleine nuit.

La contradiction n'effraie pas ce système d'assistance « pénitentiaire ». On exalte la Mère et on sépare effectivement des enfants de leur mère par représailles. On ferme les portes à 22 h et on interdit le droit de visite, sans doute pour acculer les pensionnaires à la « vertu »... cependant qu'autour du foyer rodent les macs. Fausses religieuses ou vraies putains c'est le choix.

Mais comme le dit Giroud, P. Roland est une « monstrueuse exception ». Parions que de nouvelles luttes feront découvrir d'autres exceptions aussi monstrueuses.

Frédérique Vinteuil



« Cordon sanitaire » autour du foyer Pauline Roland (Adja)

Extraits du livre noir

LES SALAIRES

5,65 par jour soit 700 à 800 F par mois. La somme n'est pas remise à la femme mais gardé pour son départ du foyer. C'est le système du « pécule » comme en prison.

LA CRECHE

Payante pour les femmes qui travaillent à l'extérieur. Elle ferme le week-end, mais ces jours ne sont pas moins facturés.

LE RACISME

L'ambulance est refusée à une immigrée qui doit prendre le metro pour conduire à l'hôpital un enfant très malade. Pour revenir de l'hôpital il n'y a pu de metro et on lui a refusé son pécule pour prendre un taxi. Elle sera ramenée par la police.

LES EXPULSIONS

« Lors des expulsions, il n'est tenu compte

— ni de l'état de santé de celles qu'on jette à la rue (certaines étaient malades : une crachait du sang, l'autre avait des hémorragies, d'autres étaient dans un état de fatigue indescriptible etc.)

— ni du problème des enfants : des femmes ont été expulsées alors qu'elles étaient enceintes (une de 6 mois 1/2 !) ou avec des enfants.

— ni de leur possibilité de trouver un logement décent, un travail etc.

Avant l'expulsion, rares sont les cas où on donne un préavis et un délai : le plus souvent on annonce à une femme qu'elle devra partir le lendemain ; parfois, c'est encore pire, on « transfère » sans la prévenir ses valises dans le hall du foyer, ou directement au « foyer transit » Stendhal, et quand elle rentre du travail, on lui annonce qu'elle est vidée.»



Droits de la mer ou dents de la mer ?

La conférence des Nations-Unies sur le droit à la mer qui s'ouvre aujourd'hui à New-York tentera de mettre un point final aux négociations entreprises depuis une vingtaine d'années pour définir le droit maritime de l'ordre économique et politique mondial à la fin du XX^e siècle. Le temps des canons de bronze et des grands empires coloniaux est achevé. Eaux territoriales portées à 12 milles marins, zones économiques de 200 milles à partir des lignes de côtes, gestion des fonds marins, définition des responsabilités de la pollution des océans, telles sont les questions les plus âprement débattues entre défenseurs de la libre entreprise et partisans d'une gestion mondiale moins défavorable aux pays du « Tiers-monde ». Un accord sur l'ensemble de ces questions sera difficile car les océans deviendront d'ici la fin du siècle un champ de bataille politique majeur ; la réglementation de la pêche, mais surtout le régime d'exploitation des gisements pétroliers et minéraux des fonds marins donnent une dimension nouvelle à l'extension des structures économiques mondiales.

● Le pétrolier Olympic Brevery de l'armement Onassis, s'est brisé en deux samedi. Les habitants de l'île ont reçu sur leur plage une épaisse couche d'hydrocarbures : on ne compte plus oiseaux et poissons mazoutés, rejetés sur la côte. Les îliens sont inquiets, malgré les assurances des autorités : tout est prêt, paraît-il, pour déclencher le plan POMAR (pollution maritime) ; la protection civile affirme que la pollution reste faible... L'armateur, lui, n'aura pas tout perdu, puisque le pétrolier était assuré pour 50 millions de dollars...

POUR PAQUES INTER-EUROPE VOUS PROPOSE :

Neige
Soleil
Ski
Bouffe exceptionnelle

(A SAUZE D'OUX
1550m-2750m

Alpes italiennes

Si vous voulez en savoir plus adressez vous au 326.57.34
22 rue Gay Lussac Paris 5^{ème}

l'homme des casernes

TONNERRE DE BREST ET FOUDES REPRESSIVES

● Deux marins viennent d'être arrêtés à Brest. L'un d'eux, Yves Tempereau a été aussitôt muté à Rochefort. L'autre, Yvon Gac a été condamné dans la semaine à 60 jours d'arrêt de rigueur.

Dans le cadre de leur service militaire, ces deux camarades faisaient fonction d'instituteurs à la base de Lanveoc-Poulmic. Ils sortaient de la même promotion de l'école normale de Quimper.

On n'aurait rien su de leur arrestation si la police maritime n'avait essayé de perquisitionner sans aucun mandat au domicile de fonction d'Yvon Gac à l'école de Keredern, où il travaillait avant son incorporation.

Il a fallu ensuite les interventions répétées du SNI, du groupe Freinet (dont Y. Gac est membre) et du comité brestois pour la libération des soldats emprisonnés pour que la Préfecture maritime s'explique sur ces arrestations et diffuse le communiqué suivant :

« M. Yvon Gac a été découvert en possession de 110 exemplaires du Tonnerre de Brest organe du comité de soldats local. Il avait lui-même rédigé une page de ce journal. Les propos qu'il tient ont été jugés anti-militaristes. L'amiral préfet maritime lui a infligé 60 jours d'arrêt de rigueur pour propagande anti-militariste ».

Cette répression qui a fait suite à la parution récente d'un nouveau numéro du Tonnerre de Brest n'est pas restée sans riposte. Le comité pour la défense des soldats emprisonnés a organisé samedi des distributions de tracts massives. Des contacts unitaires sont pris pour organiser une manifestation dans le courant de la semaine.

MINUTE CONDAMNE

● 15 000 francs. C'est la somme que Minute devra payer à notre camarade Marie-Paule Richard. A l'époque du procès de Draguignan, Minute avait en effet publié, sous le titre « La prof rouge et le chef mutin », un de ces articles dont ses rédacteurs ont le secret. Attaqué en justice Minute, pas gêné, avait contre-attaqué par une demande en nullité. Débouté, le directeur Boizeau n'a plus qu'à passer à la caisse.

REPRESSION A BITBURG (RFA)

● La sortie du bulletin Garde à vous-même à Bitburg (RFA) a déclenché les foudres de la Sécurité militaire. Au terme des grandes manœuvres d'intimidation habituelles : fouilles, interrogatoires, menaces, etc, trois soldats ont été désignés arbitrairement comme meneurs. Patrice Brody et Daniel Simonnet écoperont de 60 jours d'arrêt. Jacques Mallon quant à lui prend 30 jours et est muté.

ACHETEZ ROUGE TOUS LES JOURS DANS LE MEME KIOSQUE

vous trouverez de tout

AUX PUCES ROUGES
samedi 20 mars de 14h à 19h
dans les salles du patronage
Clique, 72 av. F. Faure, 23^e m. Brestant

organisées par la L.C.R.
pour soutenir financièrement
la sortie du Quotidien Rouge

NI TERRORISME NI ANATHEME

Il est vrai qu'il n'existe pas d'œuvre « gratuite ».

Il est vrai que tout produit culturel renvoie consciemment ou pas, à l'état des rapports sociaux à un moment donné. Il est vrai, que classiquement, la critique marxiste fait le partage — parfois simpliste — entre, d'une part, les œuvres qui portent les valeurs des classes moribondes ou en voie de décomposition, et, d'autre part, celles qui révèlent des valeurs naissantes, qui s'épanouiront dans le cadre de nouveaux rapports humains.

Bref, si l'art et la culture sont « le test le plus élevé de la vitalité et de la signification de toute une époque », l'affirmation répétée et solennelle de ces quelques vérités élémentaires et leur illustration ne permettent pas le réalisme d'une rubrique culturelle dans un quotidien révolutionnaire.

Décadence et renaissance

C'est que notre époque — marquée par l'affrontement entre la décadence du monde impérialiste et la renaissance d'un mouvement ouvrier longtemps endormi — laisse une place considérable à des courants, des modes, des pensées contradictoires, éphémères ou plus durables, se renouvelant sans cesse. Ils participent à la fois de cette décadence et de cette renaissance, se fraient une voie sinueuse à travers les nombreuses failles d'un système économique et d'un « appareil » idéologique devenus totalement poreux et friables.

Des débats et des confrontations

Le manichéisme n'est pas de saison. Ce dont nous avons besoin, c'est de débats et de confrontations, d'échanges et de clarifications. Il n'y a pas, il n'y aura pas de « ligne du parti » en matière d'art et de culture. Le marxisme est certes capable d'expliquer pourquoi et comment, à telle période est apparue telle tendance artistique et sa signification, mais il n'a pas le pouvoir de régenter ou de légitimer tel ou tel courant à l'exclusion des autres. Il ne reconnaît à la création artistique que deux impératifs : le respect de la vérité — c'est à dire « la fidélité de l'artiste à son moi » — et la totale liberté d'expression.

Nous combattons, dans ces deux pages quotidiennes, le terrorisme et l'anathème, mais nous favoriserons la polémique et le dialogue. Nous dénoncerons sans relâche tous les produits frelatés de la bourgeoisie et favoriserons tous ceux qui, avec des moyens souvent précaires, se battent à nos côtés contre un système de production, qui les opprime et les musèle, sans leur décerner nécessairement pour autant, un brevet de « bonne conduite artistique révolutionnaire ».

Une prise en charge par tous

Pas plus que la politique, la culture ne doit être affaire de « spécialistes ». A ce titre, les pages culturelles doivent être prises en charge par tous. Nous rendrons compte des grands de l'activité culturelle, dans la mesure où ceux-ci ne sont pas neutres dans la vie de nos lecteurs. Mais nous tenterons de ne pas suivre seulement l'événement, pour mettre à nu les scandales du « show-biz », pour soutenir les luttes de nombreux secteurs culturels, pour promouvoir des circuits différents, qui s'adressent à un public nouveau, etc.

Alors, écrivez nous, pour nous signaler ce qui se fait, pour nous donner des informations. Prêtez l'oreille à tout ce qui bouge et que Rouge peut contribuer à révéler. Participez aux débats qui s'ouvrent, alimentez notre espace permanent « Prise de parole » par vos écrits.

Ces deux pages ne seront vivantes qu'à cette condition.

à propos du film de Bertrand Tavernier

LA DIALECTIQUE DU

Il n'est plus besoin d'être un cinéophile accompli pour connaître Bertrand Tavernier. Après une carrière de journaliste, de scénariste, puis d'attaché de presse, il avait, lors de son premier long-métrage, *L'Horloger de Saint-Paul*, mis en scène, avec amertume et tendresse, les rapports d'un père et son fils.

Mais c'est avec *Que la fête commence* qu'il s'est d'emblée classé parmi les meilleurs réalisateurs français. L'histoire y était enfin dépoussiérée, le peuple y faisait irruption, la France ne se réduisait plus aux palais et aux intrigues des « grands ».

Déjà, Tavernier y montrait son ambition de faire un cinéma qui soit à la fois populaire et politique.

Le juge et l'assassin confirme ce projet. Bertrand Tavernier s'en explique dans l'interview qui suit.

Mais *Le juge et l'assassin*, c'est aussi, en quelque sorte, la dialectique des rapports entre deux êtres que tout sépare et que le sort a pourtant lié l'un à l'autre.

Comment le rapport des deux hommes, le juge (Philippe Noiret) et l'assassin (Michel Galabru), fait peu à peu jaillir leur vérité ; comment le juge, peu à peu fasciné, devient un assassin légal ; comment l'assassin devient juge et condamne le magistrat : voilà le cheminement du film. Il est ponctué de dialogues étonnants. C'est que Tavernier a mis dans la bouche de Galabru des phrases entières de Vacher, l'accusé réel, extraites des procès-verbaux de ses interrogatoires. « *Les idées ne sont jamais trop fixes quand elles sont droites* » avait écrit Vacher sur les murs de sa cellule.

— Les thèmes de ton film se situent dans le passé, ils ont cependant une résonance très actuelle...

Les rapports entre la justice et la folie... en effet, chaque année, il y a bien deux ou trois affaires qui évoquent ça. C'était évident dès la rédaction du scénario, d'ailleurs. Et ce qui rend ce problème grave toujours actuel, de plus, c'est que dans le passé comme aujourd'hui, il est posé à travers une situation de classe. Maintenant, comme en 1893, on traitera différemment un « coupable » selon qu'il appartient à telle ou telle classe — indépendamment du problème de sa folie. Bouvier aurait été bourgeois, il s'en serait tiré. Si les garanties élémentaires de la justice ne sont pas accordées à Bouvier, c'est parce que c'est un pauvre. Pas d'avocat, une détention préventive très longue... Que la détention préventive ne choque que quand c'est un patron qui est en prison, voilà encore quelque chose qui n'a guère changé... En fait, l'affaire Vacher a déclenché des réformes : c'est depuis cette affaire qu'il y a eu un décret imposant la présence d'un avocat dès le stade de l'instruction. Et ceci à cause d'une violation du secret de l'instruction devant des journalistes ! Rien que des arguments qui restent d'actualité... Et pour mémoire, cette interrogation sur la maladie, la solitude, le meurtre, qui fait de Bouvier comme de Pierre Rivière des personnages éminemment modernes. Voir Foucault : ces personnages reflètent les contradictions de la société dans laquelle ils vivent, en allant jusqu'au meurtre, jusqu'à un point extrême. Sûrement que nous avons été influencés, Aurenche et moi, par Foucault, par ce souci de montrer l'insertion sociale de ce problème de la folie...

Révolté par la routine

— Dans le passage de l'histoire vraie de Vacher à l'histoire écrite de Bouvier, le juge, comment était-il à l'origine. Il avait ce côté policier d'élite ?



Bertrand Tavernier et Philippe Noiret pendant le tournage

Une partie était vraiment d'époque. Je ne sais pas s'il a vraiment inventé le portrait robot, mais il a fait une chose qui ne se faisait pas à l'époque, il a envoyé un signalement aux 250 parquets de France. A l'époque, c'était bien plus cloisonné ; entre l'Ardèche et l'Allier... Il y avait un côté intuitif, intelligent, chez ce juge, que nous avons poussé au maximum, pour en faire un personnage qui soit révolté par la routine, à la fois parce qu'il sent qu'il a raison, et par orgueil. Un juge minable, dégueulasse, négatif, c'était moins intéressant ; il fallait qu'il ait de l'envergure. J'ai dit à Noiret de le jouer comme s'il était le petit juge joué par Trintignant dans *Z*, le justicier, quoi. C'est lui qui découvre l'assassin, quand même, dans le schéma du film policier classique ! Avec des déductions, il fait arrêter le coupable, il le fait avouer, il supprime un monstre dangereux pour la société... Tu vois le côté positif dans l'optique du scénario traditionnel. Il fallait qu'il ait toutes ces caractéristiques pour qu'on puisse retourner la démonstration, en faire le témoin, le symbole, de ce qu'est une justice de classe.

Un personnage exemplaire et positif

Il est amusant de constater que la commission de censure, sur la lecture du scénario, a trouvé ce personnage exemplaire et positif. Je suis sûr qu'il y a des spectateurs qui vont l'adorer... Noiret a fait là dessus une composition extrêmement méthodique et fouillée. Petit à petit, le juge est fasciné par Bouvier, qui représente un refus total des règles de la société. Il détruit toutes les valeurs. Sans l'admettre, le juge se comporte souvent comme Bouvier, il viole. C'est légal, mais c'est un viol. Et toutes ces tendances internes du juge l'affolent quand il découvre l'absence de barrières chez Bouvier.

— Ton film ne refuse aucune séduction formelle ou sentimentale. Il fait appel à l'émotion, à l'identification. Aujourd'hui on parle beaucoup de distanciation, un film de gauche doit refuser de séduire. Qu'en dis-tu ?

Je ne crois pas qu'il y ait une seule sorte de cinéma politique. Ce qui me gêne dans certaines déclarations de cinéastes politiques, c'est quand ils disent qu'il n'y a qu'une seule forme valable, la leur. Pas d'accord. Je crois qu'il peut y avoir vingt sortes de cinéma politique. L'efficacité de chacun est évidemment difficile à mesurer. Mais ce qui est important pour un réalisateur, ce n'est pas tant d'écouter tout le bruit fait autour de lui, c'est d'arriver à faire ce qu'il ressent le plus profondément. Il y a des gens qui peuvent travailler dans un cinéma très distancié, très analytique et qui font de bons films ainsi ; ce que fait Allio par exemple, ça me semble très important. Je crois que c'est ce qui colle le mieux à ce qu'il sent, qu'il ferait de mauvais films s'il se forçait à faire autrement. Moi, il y a des formules

critiques qui me choquent, des anathèmes, des phrases comme « Après tel film il est impossible de concevoir le cinéma politique d'une autre façon », etc. ». En réalité, on fait comme on sent, et puis voilà. Pour l'instant, je me sens incapable de faire du cinéma « froid », analytique, qui renonce à émouvoir ou à faire rire. Tiens, le cinéaste dont je me sens le plus proche c'est Comencini. Ou d'autres en Italie. Quand je vois ce que font Vautier ou Karmitz, je trouve cela très beau. Mais je serais incapable de le faire. Les frontières ne sont pas strictes...

Refuser les diktats de la mode

C'est pourquoi, la seule règle me paraît être de refuser les diktats de la mode : pour plaire à 5 ou 6 personnes du Tout Paris... Je lis une déclaration d'un cinéaste : « *Le cinéma réaliste est sans intérêt* ». Cela me choque : qu'il pense qu'il n'a pas envie d'en faire, très bien. Pourquoi en déduire une condamnation aussi générale ? En musique, en littérature, les gens n'oseraient jamais dire ça ! Moi, les films qui m'ont politiquement le plus impressionnés furent très différents...

Tiens, pour moi, un film politique doit être pétri de conviction, de passion le *Sel de la terre* reste un modèle !

Ce film — ou aussi bien *Le voyage des comédiens* — ce sont des films qui sont profondément ressentis. Je ne sais pas quelle est leur efficacité politique, je ne sais pas comment on peut la mesurer. C'est d'ailleurs hallucinant, cette « mesure » de l'efficacité : dans des discussions avec des étudiants d'extrême-gauche, il m'est arrivé de me sentir mal à l'aise, on m'interrogeait comme un producteur qui s'enquiert du box-office, on voulait connaître mon efficacité, comme le producteur voulait connaître les recettes du film ! Or l'effet d'un film est diffus. Par lui-même, par le mouvement qu'il provoque : articles, discussions, critiques. C'est pas un objet seul. Quest-ce qu'un cinéma populaire ? la question reste posée. Moi, je me sens proche de Comencini, ou de certains cinéastes français d'avant-guerre. Quel « pourcentage de politique » y a-t-il dedans ? Comme la matière grasse d'un camembert ? Je ne sais pas — cela me semble un critère absurde. Tiens, deux exemples sur la politisation selon le genre du moyen employé. J'ai été pressenti pour faire une série télé, avec Signoret, sur un juge d'instruction. On dit oui, on écrit quelque chose, ça transposait l'affaire Charette. Antenne 2, finalement, n'est pas d'accord. Sujet brûlant. Mais me disent-ils, si vous le faites sous forme d'enquête, d'accord. Pour eux, c'était plus brûlant, plus dangereux, en film de fiction avec des acteurs qu'en cinéma direct ! Les gens qui sont au pouvoir, et qui déterminent ce qui passe et ce qui ne passe pas, et bien ces gens là n'ont pas de raisons d'avoir des idées plus fausses que tel critique d'extrême-gauche ou assimilé ! Ils savent bien, eux aussi, ce qui est bon ou mauvais pour eux ! Et cette phrase : « le véritable danger, ce n'est pas tellement dans les films

JUGE ET DE L'ASSASSIN

militants, qui sont destinés à des gens convaincus d'avance, c'est dans les films commerciaux qui charrient quelques gouttes de poison... C'est de Nixon, avant qu'il soit président, quand il chassait les sorcières pour Mac Carthy.

ça engendre l'autosatisfaction, « nous ne sommes pas compris, mais nous sommes tous Baudelaire », et ça autorise toutes les attaques contre les acquis syndicaux, l'équipe minimum, les salaires... « voyez, on fait des chefs-

nécessaire misère des artistes, si féconde pour la création. Avec cette idée que le seize noir et blanc est forcément créateur, on retombe dans ce que prône Michel Guy ! Et même le super-huit ! Le scope couleur, c'est pollué !

— Comment vois-tu la situation générale du cinéma français ?

Le grand danger c'est la création de la SFP, qui instaure une situation de monopole ; les petits producteurs disparaissent ; dans notre régime, la concurrence reste une condition de liberté. Ou du moins, un source de possibilité de se placer, pour les jeunes cinéastes... La part prise par l'exploitant, quand l'Etat a pris ses trois pour cent au prix du billet, c'est au minimum 50% — parfois plus. Ça va jusqu'à 80%. Le côté étatisé en régime libéral de la SFP en a fait une sorte d'institution unique. Pense que le producteur de *La grande vadrouille* est en faillite que celui de *Rabbi Jacob* aussi ! La SFP dispose de ressources financières qui viennent de la redevance, elle fonctionne comme fournisseur, elle fonctionne comme fournisseur de main d'œuvre en faisant payer le client au tarif cinéma (tel technicien, par exemple, 2500 F par semaine) alors qu'elle salarie le gars à 2500 F par mois, par exemple — le reste va dans la caisse de la SFP. Edeline reste le patron de tout ça, et aussi de la fédération des exploitants, il garde le contrôle par personnes interposées de l'UGC privatisée. Edeline, c'est le danger aujourd'hui : il menace de devenir le grand patron du cinéma français, du secteur audiovisuel entier.



d'œuvres avec trois gus et du noir et blanc seize millimètres — et puis on en vient à cette idée formidable propagée il y a quelques années par Michelet, sur la

Les bons cow-boys et les méchants indiens

C'est de 1951. Le reproche de récupération, c'est terrible : si on y est sensible, abandonnons tout ! laissons le cinéma de fiction avec acteurs à De Funès et à John Wayne ! Tiens, récemment, j'étais à un débat sur l'avenir du cinéma français, il y avait Edeline, on parlait économie, la part énorme prise par les distributeurs et les exploitants dans les recettes des films, la SFP, etc. — et Dominique Noguez prend la parole et dit « Ce qui me scandalise, c'est que nous parlons du cinéma dans le système, des romans de gare ; nous ne parlons pas de véritables créateurs, qui œuvrent hors du système ». J'ai dit que ça me semblait ressembler aux scénarios de westerns d'avant 45, avec bons cow-boys et méchants indiens ; d'un côté les pourris, les commerciaux, de l'autre, les bons, les créateurs. Ça me paraît très dangereux.

dans l'objectif

PROVINCE NANTES

Depuis le 10 mars et jusqu'au 16 (il est donc encore temps de l'annoncer), L'association nantaise des rencontres cinématographiques a invité Paolo Taviani et son frère Vittorio qui présentent leurs films : *Allonsanfan*, *Sous le signe du scorpion*, *Les subversifs*, *Saint-Michel avait un coq*.

LYON

Au « Cinématographe », on peut assister ce soir à la dernière projection de trois films : *La prise du pouvoir par Louis XIV*, film français de R. Rossellini (19h 55), *Marat Sade*, film anglais de P. Brook, d'après la pièce de P. Weiss (18h 00), *Le Liban dans la tourmente*, film franco-libanais de Jocelyn Saab et Jorg Stocklin (21h 40-1^{re} exclusivité) pour la modeste somme de : 8 F, 10 F (exclusivités) - 44, cours Suchet-Tel : 37 24 84.

REHON

La présence d'Higelin est signalée pour ce soir, mais impossible de savoir où il se produira.

ROUEN

Imago et Dautun passeront ce soir à la faculté des Lettres de Mont-Saint-Aignan, à 20h 30.

RENNES

Jusqu'au 19 mars, la maison de la culture de Rennes accueille le festival colloque du théâtre du Tiers-monde, organisé par le centre français de l'institut international du théâtre. Aujourd'hui y paraîtront successivement à 15h le

« Théâtre Royal », ex-impérial de roture (marionnettes liégeoises), à 17h « Les marionnettes chinoises de Kwokon », à 21h le « théâtre africain ».

PITHIVIERS

Dans Pithiviers et sa région, nous envisageons de créer un collectif cinéma, afin d'en faire un moyen d'expression sur tous les sujets qui nous concernent : nature, immigration, luttes de toutes sortes... Nos projets ne pourront se concrétiser qu'avec un minimum de moyens et un maximum de gens. Pour tous contacts : E. Pincini, 14 ave du maréchal Berthier-45-Pithiviers.

PARIS

THEATRE

Jusqu'au 11 avril le théâtre de la « Plaine » présente la pièce de T. Stoppard, adaptée par E. Shaudin et E. Delorme et mise en scène par J.F. Prévand : *Rosencrantz et Guildenstern sont morts*. Spectacle dont nous publi-

rons d'ici quelques numéros une critique. 13, rue du général Guillaumat. Tel : 842 32 25- 20h 30. Pl : 20 f. Moins de 25 ans : 15 F-Coll : 12 F, loc 11 jours à l'avance - M^o Porte de Versailles.

Quant au Théâtre de la Ville, il présente lui aussi une pièce dont nous livrerons d'ici peu une critique : *Biedermann et les incendiaires*, de M Frich, réalisée par S Peyrat. Le 16 mars 20h 30-Pl : 14,50 F et 25 F. Tel : 887 35 39- 2, pl. du Chatelet. M^o Chatelet.

Un titre facile à retenir : « *Le retour des deux orphelines dans la troisième république face à la révolution prolétarienne qui commence demain matin...* » se joue toujours au théâtre 71 - Place du 11 novembre (triste nom !). Tel : 655 43 45. 21h. Pl : 20 F, adh : 10 ou 8 F.

Quant à la compagnie Friloux-Gedanken, elle présente au Théâtre de l'Ecole Normale Supérieure jusqu'au 20 mars (sauf mercredi) sa pièce : *Souvenir d'en face ou les réducteurs de tête* (en 8 tableaux). « Nous avons voulu saisir les rapports de la folie avec l'environnement (...), nous avons préféré parler de ce que nous savons. Cette misère totale des milliers d'internés des hôpitaux psychiatriques... », c'est ce

DES CLOWNS DANGEREUX

Quatre clowns à la poursuite des héros du XV^{ème} siècle : le toréador, le grand musicien ou Tarzan démystifiant de manière naïve des sacro-saintes valeurs du vieux monde. C'est sans prétention, mais on y prend énormément de plaisir. « Hérozéro », le spectacle qu'ils présentent ne doit pas cependant plaire à Michel Guy. Il a refusé que la commission d'aide aux jeunes compagnies leur alloue une modeste subvention. Pour les Macloma, qui travaillent en Italie avec Dario Fo, bien qu'ils s'en défendent, le rire est corrosif. J.L.B.

Vincennes, théâtre de l'Aquarium — Tous les soirs, 20 h 30

VU SUR



LA GRANDE TROUILLE AMERICAINE

Et si un soir, en écoutant la radio, on apprenait que les martiens débarquent, qu'ils envahissent la planète sans que leurs armes terrifiantes rencontrent une quelconque résistance.

C'est cette situation qu'ont vécu des centaines de milliers d'américains un soir de 1938. Sans savoir, ayant pris l'émission en cours de route, qu'ils écoutaient une pièce de théâtre radiophonique : l'adaptation, par Orson Welles et sa troupe, du roman d'H.G. Wells, « La guerre des mondes ».

Un vent de panique a soufflé cette nuit là sur l'Amérique : longues files de fuyards, organisation de milices, suicides, etc. La nuit la plus célèbre sans doute de toute l'histoire de la radio.

Ce que le film de Sargent qui la relate (sur A2, samedi soir) montre remarquablement, c'est à quel point cette nuit de grande peur, par delà l'habileté d'Orson Welles, est marquée par l'angoisse de cette guerre, bien réelle, qui menaçait en Europe. Le déferlement supposé des martiens, la terreur qu'il soulève, embraye directement sur la montée du nazisme. La vraie anticipation du film, celle qui ne précède que de quelques mois la réalité, c'est de montrer les réactions des différents couches sociales américaines. L'isolationnisme battu en brèche, l'héroïsme dérisoire, la grande trouille, sont révélés sans fard. Pearl Harbour n'était vraiment pas loin.

télévision

Lundi 15 mars

TF 1

20.00
20.30

Journal
« La garnison amoureuse » (1933) de Max de Vaucorbeil.

Qui reproche à la télé... de ne pas être en prise directe avec l'actualité ? Programmer « La garnison amoureuse » au moment où cinquante quatre inculpés sont en attente de Cour de Sûreté de l'Etat pour « tentative de démoralisation de l'armée », c'est pas un bon réflexe journalistique ? Ah, l'heureux temps où la caserne était le lieu d'une franche rigolade, où les bidasses ne pensaient qu'aux grosses blagues et aux « p'tites femmes », sans faire de politique, où les officiers avaient un cœur d'or sous leur air rébarbatif... Pas de doute, les comités de soldats vont se régaler...

22.05

De tous les lieux du Français, émission sur la francophonie

Ils sont trente-deux célébrités venus de tous les coins de la francophonie. Parmi eux, Senghor, président en exercice du Sénégal et « poète »... On ne doit pas être de bons français. Parce que, pour nous, Senghor n'évoque pas la poésie. Mais les prisons sénégalaises où croupissent des centaines de détenus politiques.

A 2

20.00
21.45

Journal
Portrait de l'univers

Une émission qui compare la vie dans le monde animal et dans la société humaine. Avec, à la clé, quelques interrogations du genre : « la violence est-elle physiologiquement inscrite dans l'homme ? » ou « le monde animal hiérarchisé, avec des chefs, n'explique-t-il pas notre organisation sociale ? ». Ça pouvait donner le pire. Ça ne le donne pas. L'émission est intéressante

FR 3

19.40

Tribune libre avec Henri Lefèvre

Depuis deux semaines, FR 3 offre une tribune libre hebdomadaire à des « penseurs ». On aimerait connaître les critères du choix. Aujourd'hui, Lefèvre réfléchit autour des mots « liberté, égalité, fraternité ». « Plus personne ne peut les prononcer sans sourire », dit-il.

20.30

« Luke la main froide » (1967) de Stuart Rosenberg, avec Paul Newman et Georges Kennedy.

qu'en disent les auteurs. Cette pièce n'est que le premier volet du sujet global sur la psychiatrie qu'ils ont en préparation... 45, rue d'Ulm -20h 30- Pl : 15 F, étud : 10 F.

MUSIQUE

Salle Papin, jusqu'au 28 mars : Henri Tachan. 20h. Pl : 16 F. Nouveau Carré, 5, rue Papin-Tel : 277 88 40. M^o Réaumur Sébastopol.

EXPOSITIONS

Gravures et illustrations d'Illiazd, de Picasso. Sculptures de Mastroianni. Oeuvres récentes d'Edouard Pignon. Musée d'art moderne de la ville de Paris. 11 avenue du Président Wilson — Tous les jours de 10 h à 17 h 50 (sauf lundi et mardi)

POUR LES ENFANTS

PARIS

Le théâtre de la Place présente à partir d'aujourd'hui et jusqu'au 20 mars un spectacle pour enfant (8 à 12 ans) : *le soleil blanc* (présenté par la maison de la culture de Bobigny), de A. Baecke, mise en scène par B. Castan, musique de J. Parra. 8 rue du fg. Montmartre — Tel : 770.44.37. Mo Montmartre. Pl : 10 à 25 F — enf : 6 F. Lundi : 14 h, mardi : 10 h et 14 h, mercredi : 15 h et 21 h, jeudi et vendredi : 10 h et 14 h, samedi : 10 h.

BANLIEUE

Mo Château de Vincennes (Tel : 328.97.04), l'atelier du Chaudron invite tous les minos à fabriquer des masques et des marionnettes (part : à partir de 6 ans : 10 F — Les mercredi et samedi de 14 h à 18 h 30).



Il est né...

Voici le Rouge Quotidien. Le N°1 est le premier d'une longue série. Il est l'aboutissement de l'effort collectif de tous ceux qui ont souscrit, aidé, conseillé, et de tous les militants, toutes les militantes, qui ont donné leurs journées et souvent aussi leurs nuits.

La naissance de ce quotidien répond aux besoins que ressent, au fur et à mesure de sa croissance, une organisation révolutionnaire. Il faut un moyen d'information régulier et rapide pour tous ceux qui luttent dans les usines, les écoles, les casernes, et dont l'activité est largement ignorée par la presse traditionnelle. Il faut un lieu de rencontre avec tous ceux qui viennent à la révolution et au socialisme et qui attendent de nous infiniment plus qu'un catalogue de mots d'ordre et de slogans, si justes soient-ils. Il faut un instrument de débat et de confrontation entre tous les courants d'extrême-gauche, confrontés à des partis réformistes puissants, staliniens et sociaux-démocrates, sur le point, en Espagne, en Italie, en France peut-être de gérer la société capitaliste en crise.

L'Espagne s'embrase. L'Italie vacille. Rien de définitif n'est joué au Portugal. Et la défaite de la majorité aux cantonales met en pleine lumière la fausse assurance du régime Giscard. Au seuil d'une période de luttes intenses, nous n'aurons jamais trop de douze pages pour répondre aux besoins et aux demandes de lecteurs engagés sur les différents fronts de la lutte contre l'oppression et l'exploitation capitalistes.

Il nous faudra du temps pour trouver le ton, le rythme, l'équilibre du journal. Toutes les critiques pouvant nous aider seront les bienvenues. Il nous faudra du temps pour trouver les mots qui vont droit au but, qui donnent envie de se battre ensemble, les mots au fond desquels tremble la révolte. Ils ne surgiront que des centaines et des milliers de collaborations, de correspondances, grâce auxquelles une presse révolutionnaire peut être la voie de ceux et celles qui luttent et non le produit des seuls journalistes, même militants.

Que Rouge Quotidien devienne une présence familière à tous ceux qui combattent pour transformer le monde et pour changer la vie.



Souscription

Ce numéro 1 de Rouge quotidien sort grâce à vous. C'est vous qui avez collecté les 225 millions d'anciens francs qui ont permis le tour de force. Les locaux, la rotative, tout le matériel d'imprimerie, le salaire des permanents, tout ce qui permet au premier quotidien marxiste révolutionnaire de sortir en France est dû à l'immense effort de milliers et de milliers de souscripteurs. Amis, sympathisants, lecteurs de notre ex-hebdomadaire, militants, la Ligue Communiste Révolutionnaire (SFQI) vous remercie chaleureusement. Nous avons essayé de tout faire pour être à la hauteur de votre confiance. Ce combat engagé n'est cependant par terminé : loin de là. Il commence : chaque numéro est une épreuve pour tenir. Nous sommes très

fragiles : votre aide financière permanente nous est donc indispensable. Envoyez vos chèques à Melle Chenot, 10 impasse Géménée, Paris 4°

Sympathisant HEC	30,00
CA Montilien	200,00
Travailleurs sociaux Reims	200,00
C.R. Droit, Science Eco	100,00
Reims	100,00
Sympathisant Telecom	500,00
Diffuseurs Telecom	200,00
J.P. H. Paris	35,00
A.J.J. Paris	100,00
Librairie Rouge	260,00
Prof. CET Monne	20,00
G.T. Ford Bordeaux	100,00
Local Rouge Bordeaux	320,00
R.A.M. Paris	200,00
G.B. Marseille	50,00
Diffuseurs Montpellier	350,00
Diffuseurs Laval	185,00
Diffuseurs Besenoy	400,00
Diffuseurs Evreux	800,00
B.G. Toulouse	300,00
Cesar Collobrières	200,00

BULLETIN D'ABONNEMENT

A découper et à renvoyer au « Journal ROUGE », 2 rue Richard Lenoir, 93100 MONTREUIL (Service Abonnement)

NOM..... PRENOM.....

ADRESSE : RUE..... N°.....
VILLE..... CODE POSTAL.....

TARIF (encadrer la mention utile)	NORMAL	COLLECTIVITES	ETRANGER
1 AN	300 F	1 AN	200 F
6 MOIS	150 F	6 MOIS	100 F
3 MOIS	80 F		
		1 AN	500 F
		6 MOIS	250 F
		3 MOIS	130 F

Chèques à l'ordre de Daniel BENSARD, SANS AUCUNE AUTRE MENTION.

(Pour les plis fermés, écrire au journal)

cantonales : confirmation du premier tour

LA MAJORITE EN MINORITE

Le mythe du giscardisme est mort avec les cantonales. La majorité présidentielle est devenue minorité.

La Gauche a recueilli 51,6 % des voix au premier tour ; la Droite a perdu plusieurs présidences de Conseils généraux au second. Et ce n'est pas parce que « les Français aiment à se défouler » dans ce genre d'élections, comme l'a expliqué Roger Chinaud, leader des Républicains indépendants. Les cantonales ont toujours été le lieu privilégié d'affrontements entre notables locaux assis sur des clientèles gagnées à coups de prébendes et de pots de vin.

Que ce scrutin ait pris un tour nettement politique, avec une participation électorale très élevée, et une poussée sans conteste de l'Union de la Gauche, est un signe manifeste d'une radicalisation en profondeur dans le pays. Les travailleurs ont tiré, à leur façon, le bilan du giscardisme : mille chômeurs de plus par jour et baisse d'un point, en moyenne, du pouvoir d'achat en 1975.

Du côté de la majorité, ce n'est pas encore la panique, certes. Mais pour que le quotidien patronal « Les Echos » se prononce ouvertement en faveur d'élections anticipées, c'est bien qu'un vent d'inquiétude commence à souffler dans les coulisses du pouvoir. « Certains en viendront à penser qu'il serait sage de lever l'hypothèque au plus vite, par une dissolution. L'affrontement aurait

moins de chances de se solder au bénéfice des partis collectivistes qu'après deux ans de déliquescence et de tergiversations ».

Elections ou pas - et même en battant le rappel des « silencieux » à un moment propice, la majorité courrait de gros risques - le raisonnement découle de deux constats. Premièrement, toutes les prévisions économiques un peu sérieuses misent sur une permanence du chômage d'ici 1978. La reprise de la production ne sera pas assez forte pour permettre d'élargir sensiblement les marges de manœuvre économiques de la bourgeoisie. Mieux vaut donc risquer les élections de suite plutôt que d'être assurés de les perdre dans deux ans.

Deuxième constat : il est illusoire, dans les conditions actuelles, de rallier le Parti socialiste à la majorité. « Si certains ont jamais caressé l'idée de transitions aisées entre une majorité sans socialistes et une majorité avec, ils doivent être en passe d'y renoncer » ajoutait le même éditorial. Une façon de montrer le droit chemin à Giscard qu'illustrent d'ailleurs les échecs cuisants des socialistes dissidents qui se présentaient sous une étiquette « indépendante ». Le scrutin, plus que jamais, a accentué la bipolarisation politique.

« DEHORS GISCARD ET CHIRAC »

Avec toutefois un élément nouveau : c'est que la Gauche, rassemblant déjà derrière elle la majorité réelle du pays, est

devenue également majoritaire sur le plan électoral. Le phénomène est dû à un transfert massif de voix de la droite vers le PS puisqu'avec une toute petite baisse, le PC maintient à peu près son audience électorale. C'est bien la preuve d'une lame de fond qui secoue le pays et qui devrait inévitablement aboutir à la victoire de la Gauche aux législatives de 1978.

Celle-ci est donc condamnée à s'entendre. Le pouvoir à portée de la main, communistes et socialistes joueront le jeu électoral jusqu'au bout. Ce qui ne veut pas dire que le PC ne réengagera pas la bataille pour des listes unitaires aux municipales. Mais, à aucun moment, il ne risquera la rupture de l'Union. De même que le PS appliquera rigoureusement la discipline, définie l'année dernière, de rupture des alliances avec les formations centristes.

Ni les uns ni les autres toutefois ne semblent pressés de chasser le pouvoir qui vacille. C'est que l'électoratisme a sa propre logique. Mitterrand s'est notamment déclaré opposé à des élections anticipées, avant 1978, sous prétexte que « la loi les a fixées ainsi ». Est-ce une réponse à la volonté marquée d'en finir avec la politique giscardienne ? Le gouvernement est minoritaire dans le pays. Les grèves se multiplient dans la Fonction publique, la métallurgie, les facultés. Ne serait-ce pas le moment de prendre appui sur elles pour dire à Giscard et Chirac : « Dehors, votre politique anti-ouvrière a assez duré » ?

Pierre Julien

dernières nouvelles

ANGOLA

● L'armée sud-africaine a commencé à retirer en direction de la Namibie la plupart des unités qui occupaient depuis 1975 une bande frontalière d'une profondeur de 50 kms jusqu'à Pereira d'Eca. Une compagnie serait encore autour du complexe hydro-électrique de Calueque-Ruacana.

SUCCES DU MEETING DE SOUTIEN A LA LUTTE DU PEUPLE OMANI

● A l'appel du Comité de soutien à la lutte du peuple d'Oman, plus de 1500 personnes ont participé dimanche après-midi à la Mutualité au meeting organisé pour célébrer dix années de lutte du peuple omani. La partie « culturelle » du meeting, à laquelle participait la troupe du Front populaire de libération d'Oman, a été suivie par une série d'intervention des organisations menant à la lutte armée dans le monde arabe : le Front de libération de l'Erythrée, l'Organisation de libération de la Palestine, l'Union des étudiants yéménites. La lecture d'un message de solidarité du Front Polisario a provoqué une coupure dans la salle, un tiers des participants se mettant à siffler et à huer tandis que les deux tiers restant lançaient différents mots d'ordre : « Hassan, fasciste », « Vive la lutte du peuple Sahraoui ! ». Puis les orateurs se sont attachés à dénoncer l'intervention iranienne, l'impérialisme américain et l'intervention jordanienne.

RHODESIE

● Qu'envisage le gouvernement rhodésien ? En effet, d'anciens militaires britanniques ont été engagés par les forces rhodésiennes selon le « Sunday telegraph ». En outre, les traditionnelles agences de mercenaires recrutent actuellement soit aux Etats-Unis, soit en Grande-Bretagne pour ce pays.

ZURICH MANIF FEMMES CONTRE LES LICENCIEMENTS...

● Samedi 13 à Zurich plus de 1500 femmes ont manifesté contre les licenciements et pour les 40 heures pour tous immédiatement. Organisée par le MLF, « Femmes en lutte », les « femmes progressistes », « l'association des travailleurs espagnols en Suisse », la « Fédération des Colonies libres italiennes », soutenue par la LMR et le POCH, cette manifestation sera suivie les 27-28 mars d'un week-end de travail sur les problèmes du chômage et du licenciement des femmes.

COMITES CHILI

● Assemblée générale ce lundi à 20 heures Paris, fac de Jussieu.

Rouge est sorti sur les rotos Rouge

La sortie de ce premier numéro sur nos rotatives fut un véritable exploit qui a nécessité un travail ininterrompu de toute l'équipe chargée de monter et de régler les machines.

Nous avons envisagé de sortir les premiers numéros chez l'imprimeur SIM, mais le travail nuit et jour de militants et d'ouvriers des entreprises chargées du montage nous a permis d'imprimer nous-mêmes ce journal.

Qu'ils en soient remerciés de même que les conducteurs rotativistes de chez SIM et Simon Blumenthal qui sont venus nous donner un coup de main dimanche.

